

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un nouveau mécanisme pour la gestion des importations

La réorganisation du commerce extérieur est l'une des priorités du gouvernement. Une nouvelle plateforme numérique sera lancée aujourd'hui dimanche, à titre expérimental, avant son entrée en service, à partir du 1^{er} novembre prochain. P 3



OUVERTURE D'UNE NOUVELLE LIGNE ENTRE ALGER ET DOUALA

Air Algérie poursuit son déploiement

Air Algérie poursuit son déploiement à l'international, notamment vers le continent africain. Une nouvelle ligne entre Alger et Douala (Cameroun) vient d'être inaugurée par la compagnie nationale Air Algérie.

P 2

A CAUSE DES SÉCHERESSES

La production mondiale de blé sera plus faible en 2023



Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a revu à la baisse son estimation de production mondiale de blé pour la campagne en cours, à 783,4 millions de tonnes, selon ses derniers chiffres publiés jeudi. La faute à des épisodes de sécheresse dans de nombreux pays producteurs. Cependant, la consommation devrait elle aussi ralentir.

P 4

TOURISME SAHARIEN

Une saison prometteuse



La saison du tourisme saharien, qui a débuté ce week-end et se poursuivra jusqu'à fin avril 2024, s'annonce prometteuse avec la diversité des programmes dévoilés par les opérateurs du secteur, qui proposent de nouveaux circuits uniques en leur genre.

P 5

LES COURS DU PÉTROLE
S'ENVOLENT

**Le Brent à plus
de 90 dollars** P3

AGRICULTURE MONDIALE

**3.800 milliards USD
de pertes suite
aux catastrophes** P4

DURANT LES 9 PREMIERS MOIS DE 2023

**La Tunisie réduit de 28%
le déficit de sa balance
commerciale** P8

SALON
INTERNATIONAL
DES TRAVAUX
PUBLICS

La 19^e édition
prévue
du 14 au 18
novembre à
Alger

Le 19e Salon International des Travaux Publics (SITP), se tiendra du 14 au 18 novembre, au palais des expositions (Pins maritimes - Alger), a indiqué jeudi un communiqué des organisateurs.

La Turquie sera l'invité d'honneur de cette édition organisée par le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, en partenariat avec "Algeria Expo" groupe de la Société nationale des Foires et des Exportations (SAFEX), sous le haut patronage du premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

La participation de la Turquie, invité d'honneur, vient confirmer "la nature des relations entre Alger et Ankara, ainsi que la volonté des deux pays de concrétiser des projets communs dans le domaine des travaux publics", note la même source.

Le Hall du Salon devra être dédié à l'exposition des technologies et des services que viendront offrir les entreprises nationales et étrangères participantes, lit-on dans le communiqué, selon lequel 70% des espaces sont réservés et les inscriptions toujours ouvertes via la plateforme numérique.

En effet, le Salon constituera une occasion pour les opérateurs nationaux d'établir des relations avec leurs homologues étrangers et des bureaux d'études internationaux, pour la réalisation d'ouvrages d'art et l'échange de l'expérience.

Entre autres matériaux devant être exposés lors du SITP, l'on cite les produits innovants, des nouvelles techniques de réalisation dans le domaine des travaux publics, des équipements pour les infrastructures, des plaques signalétiques, des systèmes d'information, ou encore des technologies de pointe.

Selon les organisateurs, plusieurs conférences et ateliers sont à l'ordre du jour du Salon qui ouvrira ses portes de 11h à 18h, a conclu le communiqué.

OUVERTURE D'UNE NOUVELLE LIGNE ENTRE ALGER ET DOUALA

Air Algérie poursuit son déploiement

Air Algérie poursuit son déploiement à l'international, notamment vers le continent africain. Une nouvelle ligne entre Alger et Daouala (Cameroun) vient d'être inaugurée par la compagnie nationale Air Algérie.

Par Slimane T.

Lors de l'inauguration de ce vol, le Secrétaire général du ministère des Transports, Mohamed El Habib Zahana, représentant du ministre du secteur, Youcef Cherfa, a précisé que l'ouverture d'une nouvelle ligne entre Alger et Douala constituait «une étape importante» dans le cadre de la concrétisation des «efforts visant à renforcer les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et le Cameroun, et à approfondir les liens historiques unissant les deux pays». Le même responsable a affirmé que cette ligne intervient dans le cadre de la mise en œuvre des engagements des dirigeants des deux pays, permettra d'insuffler «une nouvelle dynamique à la coopération bilatérale et d'ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses de coopération dans divers domaines, notamment économique et commer-

cial, tout en assurant la libre circulation des personnes et des marchandises». M. Zahana a exprimé, à cette occasion, le souhait de voir la compagnie aérienne camerounaise ouvrir un vol direct entre Douala et Alger, indiquant que l'Algérie «œuvre à faire de l'Aéroport international d'Alger un hub vers les capitales mondiales», au vu, a-t-il dit, de «sa position stratégique». Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie au Cameroun, Abdellah Boukemmache, a indiqué que la nouvelle ligne directe Alger-Douala (Cameroun) ouvrira des «perspectives prometteuses» de coopération entre les deux pays, notamment dans le domaine économique. Dans une déclaration à la presse à l'arrivée du premier vol direct d'Air Algérie à l'Aéroport de Douala, en provenance de l'Aéroport international Houari-Boumediene (Alger), M. Boukemmache a précisé que cette nouvelle ligne «marque une nouvelle étape dans le déve-

loppement des relations bilatérales entre les deux pays, notamment dans le domaine économique, en ouvrant des perspectives prometteuses aux opérateurs économiques des deux pays». Cette ligne directe, qui «traduit la volonté des dirigeants des deux pays de consolider les relations bilatérales», permettra de «renforcer les liens entre les membres de la communauté algérienne résidant au Cameroun et leur pays d'origine». L'ouverture de cette ligne a été l'occasion pour les agences de tourisme et de voyages de discuter des voies de coopération avec leurs homologues camerounais, a fait savoir le président de l'Union nationale des agences de tourisme et de voyages (UNATV), Mouloud Youbi, soulignant que les rencontres entre les deux parties avaient «permis de conclure des accords de coopération pour l'organisation de circuits touristiques entre les deux pays».

HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND

L'entrée en service est prévue en 2025

Une convention a été signée, jeudi à Alger, pour le lancement des travaux de réalisation de l'hôpital algéro-qatari-allemand, d'une capacité de 300 lits, dont l'entrée en service est prévue en 2025.

Cette convention a été signée, du côté algérien, par le directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Alger, Lahlali Lahlali et du côté qatari par le président du holding "Estithmar", Mohamed Moatez El-Khayat, en présence du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, de cadres du ministère, de l'ambassadeur de l'Etat du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al Naama, du CEO (Chief executive officer) du holding "Estithmar", Mohamed

Badr et du CEO du groupe "Elegancia Healthcare", Joseph Hazel. Présentant le projet, M. Badr a affirmé qu'il intervient en application des orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Bin Hamad Al Thani, "dans le but de renforcer les relations algéro-qataries et de continuer à œuvrer pour développer le secteur de la Santé en Algérie, dans le cadre de la stratégie d'expansion internationale du holding "Estithmar".

Fruit d'une coopération entre le ministère algérien de la Santé et le holding qatari, le projet de cet hôpital sera accompagné d'un insti-

tut de formation pour le staff médical, ce qui traduit la volonté des deux parties à renforcer et à développer ce secteur au profit de l'Algérie, a-t-il ajouté.

Il a, en outre, indiqué que cet hôpital doté de moyens modernes "englobe 30 unités de soins intensifs, 15 blocs opératoires et 40 cliniques externes, en sus de 20 zones dédiées aux urgences, réunissant des compétences médicales de haut niveau et les technologies de pointe en matière de diagnostic et de traitement en un seul endroit".

Le projet contribuera, également, à "répondre à un grand nombre de besoins médicaux, notamment dans le domaine des services mé-

dicaux spécialisés telles les maladies cardiaques complexes, la chirurgie du foie, la neurochirurgie et les déformations de la colonne vertébrale, ainsi que la chirurgie oncologique et la chimiothérapie".

Après avoir salué le soutien du ministère de la Santé à la partie qatarie en vue de concrétiser ce projet, M. Badr a affirmé qu'il s'agit "du premier projet" que le holding envisage de développer en Algérie, avec la planification de plusieurs partenariats prometteurs visant à contribuer au "développement socioéconomique en Algérie à différents niveaux et dans divers secteurs".

BOURSE UNIVERSITAIRE

La plateforme numérique «Minhati» pour le dépôt du dossier lancée

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a annoncé, jeudi à Alger, le lancement officiel de la plateforme numérique "Minhati", qui permet aux étudiants de déposer, à distance, le dossier de la bourse universitaire, laquelle devra être versée le 18 de chaque mois.

Dans le cadre des efforts du ministère visant à parvenir à "0 papier", le département de l'Enseignement supérieur a lancé une nouvelle plateforme, dite "Minhati", dédiée aux étudiants bénéficiaires de la bourse universitaire, laquelle sera versée le 18 de chaque mois, en vue de leur permettre de dé-

poser leur dossier en ligne, a précisé le ministre à l'ouverture des travaux de la Conférence nationale des universités.

Cette démarche permet, selon le ministre, de "faciliter le lien entre les étudiants et l'administration à travers la numérisation des procédures, et la mise en place d'une bonne gouvernance" dans la gestion des œuvres universitaires", rappelant, par là même, l'existence de "46 autres plateformes créées au profit du ministère de l'Enseignement supérieur".

Le ministre s'est également félicité de "l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'élever la bourse universi-

taire de 1.300 Da à 2000 DA/mois".

Cette conférence est consacrée à "la mise au point de la stratégie du secteur à l'horizon 2029", a expliqué le ministre dans un autre contexte, relevant "l'importance de faire de l'université algérienne, toutes spécialités confondues, un établissement d'innovation et de rayonnement, contribuant à la réalisation des objectifs de l'Algérie nouvelle".

Mettant en avant le rôle des établissements universitaires pour avoir rompu avec les anciennes pratiques, le ministre a relevé l'importance de "les ériger en locomotive de développement socioéconomique".

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un nouveau mécanisme pour la gestion des importations

La réorganisation du commerce extérieur est l'une des priorités du gouvernement. Une nouvelle plateforme numérique sera lancée aujourd'hui dimanche, à titre expérimental, avant son entrée en service, à partir du 1^{er} novembre prochain.

Par Sirine R

Elle est dédiée au retrait du certificat de respect exigé pour l'activité d'importation des matières premières et des produits et marchandises destinés à la revente en l'état, indique le ministère du Commerce dans un communiqué. Cette plateforme vise, selon le communiqué, à rapprocher l'administration des opérateurs économiques, à renforcer la transparence, à réduire la bureaucratie et à assurer des prestations plus rapides et efficaces, en permettant à l'opérateur d'introduire et de suivre sa demande pour obtenir électroniquement ledit document». En effet, les procédures seront simplifiées pour les opérateurs économiques qui n'avaient pas cessé d'appeler à la révision de l'ancien système mis en place, jugé «long» et «opaque». En termes clairs, il était difficile d'obtenir les autorisations nécessaires pour l'engagement d'une opération d'importation. Ceci a influé négativement sur l'approvisionnement du marché national. Plusieurs produits et matières premières sont en rupture de stock. La tutelle avait interdit des produits qu'on produits pas localement, à l'instar de la pièce de rechange, matières premières et autres. Le résultat : les prix ont passé du simple au double et parfois au triple. Afin d'y remédier à cette situation, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a pris une batterie de mesures afin d'assurer une meilleure réorganisation du com-

merce extérieur, tout en garantissant une réelle protection du «made in bladi» et surtout un approvisionnement durable pour le marché local. Durant les deux dernières années, des décisions administratives ont été prises par le ministère du Commerce réduire la facture d'importation, sans toutefois prendre connaissance des besoins réels de notre marché. Suite à cela, le président de la république, Abdelmadjid Tebboune qui avait déclaré qu'il n'a jamais ordonné d'interdire l'importation, mais plutôt un meilleur suivi. Donc, l'importation doit être un élément complémentaire pour la production nationale. Mais, le manque flagrant en matière de statistiques de la production nationale et également de nos besoins, il est difficile d'atteindre les objectifs fixés. Des orientations claires ont été données, rappelle-t-on, à l'Exécutif pour la généralisation de la numérisation et la mise en place de nouveau système digital d'information, permettant de connaître les besoins du marché et les capacités de la production nationale avant de passer à l'importation. De l'avis de l'expert en export, et ex-président de l'Association nationale des exportateurs algériens, M. Ali Bey Nasri, cette initiative est certes la bienvenue même si elle a tardé à venir, car la régulation du marché passe impérativement par la création et/ou l'activation de plusieurs espaces de concertation avec l'ensemble des opérateurs.

L'intervenant, dans une déclaration à la radio nationale, a fait remarquer à cet effet que les importations sont effectivement un instrument de régulation du marché, mais cela suppose une connaissance minutieuse de ses offres et demandes. «Or, jusque-là nous avons toujours agi par réactivité et dans l'immédiateté avec tous « les dommages collatéraux », dira-t-il. Pour lui, il est impérative de passer à un réel management du Commerce extérieur afin d'en finir avec la gestion douteuse. «On a besoin d'une vision et stratégie à long terme. L'objectif c'est d'aller vers une identification de ce que nous produisons et faire une évaluation de ce c'est que passé durant les années précédentes», a-t-il souligné. L'intervenant a également recommandé d'instaurer un espace pour la concertation entre l'administration et les opérateurs économiques (producteurs et importateurs) afin de corriger les insuffisances et les incohérences avant que les choses se dégradent et revivre des situations de tensions. Et le premier espace de concertation qui existe est bel et bien, « n'est autre que la CACI (Chambre algérienne de commerce et d'industrie) qui doit réunir toutes les filières avec l'adhésion, j'allais dire obligatoire, de tous les opérateurs», ajoute-t-il. Il est à rappeler également que le ministère du Commerce a libéré des licences d'importation de plusieurs produits. Il s'agit, entre autres, des pièces de rechange, les cosmétiques, l'habillement, les meubles, les appareils électroménagers et la banane.

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

Les députés saluent la série de mesures prises en faveur des jeunes

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), ont salué, samedi, la série de mesures prises en faveur des jeunes, en tant que moyens à même de renforcer la cohésion nationale en vue de faire face aux défis internes et externes. Lors d'une séance plénière consacrée au débat de la déclaration de politique générale du Gouvernement, présidée par le président de l'APN, M. Brahim Boughali, en présence du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, et des membres du Gouvernement, plusieurs députés ont axé leurs interventions sur l'investissement dans la ressource humaine. Le député du Front El Moustakbal, Sofiane Seddiki, a salué la série de mesures prises au profit des jeunes, comme l'allocation chômage et le recrutement des diplômés de magistère et de doctorat qui constituent l'élite de la société, citant « l'intérêt croissant voué aux jeunes ». Il a préconisé, néanmoins, de « faire suivre ces décisions de nouvelles mesures », un avis appuyé par plusieurs autres députés, à l'image de Ahmed Benaïssa, du parti du Front de libération nationale (FLN), qui a plaidé pour l'ouverture de nouveaux postes budgétaires au profit de cette caté-

gorie, en application du « principe d'égalité des chances ». De son côté, la députée du Front El Moustakbal, Sabrina Ahmed Malek, a appelé à l'ouverture de postes d'emploi dans plusieurs domaines, notamment au profit des médecins diplômés. Amar Sahraoui, du parti La voix du peuple, a estimé nécessaire de « consentir davantage d'efforts pour clore le dossier du chômage ». Les députés ont salué, en outre, la politique visant à préserver le caractère social de l'Etat, à l'image de Sofiane Faïd qui s'est félicité du « développement enregistré » dans ce domaine, estimant que pour « évaluer la performance du Gouvernement il faut tenir compte de la conjoncture nationale et internationale émaillées de plusieurs crises ». Dans le même sillage, le député Abdelbaset Gharbi (Mouvement El Bina), a estimé que « le parachèvement du processus de numérisation des différents secteurs, notamment de l'administration, est susceptible de barrer la route aux tentatives de corruption ». Dans le cadre du renforcement du front interne, il a salué « les efforts du ministère des Moudjahidine visant à consolider la mémoire nationale

et les principes de la Proclamation du 1^{er} Novembre ». Le dossier de la communauté nationale établie à l'étranger a été également évoqué par les députés. Dans ce cadre, le député Fares Rahmani (Indépendants), a appelé à « l'organisation de réunions périodiques avec la communauté pour écouter ses préoccupations d'une part, et examiner les mécanismes de coopération avec cette catégorie. Il a, également, appelé à examiner l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur pour certaines catégories, ainsi que la réduction du prix des billets de voyage pour faciliter les déplacements ». De son côté, le représentant du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Ibrahim Dekhinat, a appelé à « accordé davantage d'importance aux membres de la communauté pour pouvoir investir dans leurs compétences et leur permettre de contribuer au développement national ». Sur fond de l'agression sioniste continue contre la bande de Gaza, les députés ont réitéré la position ferme de l'Algérie en faveur du peuple palestinien, tenant la communauté internationale pour responsable de l'agression commise contre les Palestiniens par l'occupant sioniste.

LES COURS DU PÉTROLE S'ENVOLENT

Le Brent à plus de 90 dollars

Les cours du pétrole ont poursuivi leur hausse samedi matin sur les marchés mondiaux. Selon des spécialistes, la situation au Proche-Orient (agression sioniste contre la bande de Gaza) et les craintes d'une extension de la guerre de la région boosent les marchés. Ainsi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord a bondi de 5,58% à 90,80 dollars. Quant au baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, il était en hausse de 5,80% à 87,72 dollars au début des échanges sur les places asiatiques.

La hausse des cours du pétrole s'accélérait vendredi, ceux-ci prenant même brièvement près de 5%, les investisseurs craignant que la guerre entre Israël et le Hamas ne se propage jusqu'aux pays voisins, dont certains sont d'importants producteurs d'or noir, quand le gaz européen atteignait son prix le plus haut depuis février. «Les prix du pétrole bondissent en raison de l'incertitude géopolitique croissante et des tensions croissantes au Moyen-Orient, qui abrite près d'un tiers de l'approvisionnement mondial en pétrole», explique Lukman Otunuga, analyste de FXTM, interrogé par l'AFP. Pour sa part, le directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) de Paris, Francis Perrin a déclaré à la presse que « la guerre entre Israël et le Hamas a déjà fait monter fortement les prix du gaz et ceux du pétrole. Vendredi dernier, en fin de journée, le prix du Brent de la mer du Nord a terminé la journée à près de 91 dollars le baril, alors que le West Texas Intermediate (WTI) clôturait à près de 88 dollars le baril. Là encore, les marchés redoutent une extension du conflit, des sanctions économiques renforcées contre l'Iran, un grand pays pétrolier, ou des frappes contre l'Iran, ce qui ferait chuter les exportations de brut de ce pays. Le Moyen-Orient, c'est presque 50% des réserves prouvées mondiales de pétrole et les opérateurs sur les marchés (traders) sont donc logiquement nerveux. Plus que la durée du conflit, ce qui aura un impact fort sur les prix du pétrole et du gaz, c'est la concrétisation ou pas des scénarios sur l'extension de la guerre à d'autres acteurs et l'implication de l'Iran. Si aucun de ces scénarios ne devient une réalité, l'impact haussier de cette guerre sur les prix sera moins fort. Nous sommes donc face à beaucoup d'inconnues».

AGRICULTURE MONDIALE

3.800 milliards USD de pertes suite aux catastrophes

Les catastrophes à travers le monde ont provoqué des pertes de production animale et végétale de 3.800 milliards de dollars (USD) depuis trois décennies, a indiqué l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). D'après un nouveau rapport publié par la FAO sur son site-web, au cours des trois dernières décennies, les catastrophes ont entraîné des pertes de production correspondant à une moyenne de 123 milliards USD par an, soit 5 % du produit intérieur brut (PIB) agricole mondial annuel. Intitulée "L'Impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire", cette nouvelle publication indique que les catastrophes ont frappé le plus durement les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec des pertes représentant jusqu'à 15 % du PIB agricole total de ces deux groupes de pays. Les catastrophes ont également pesé lourdement sur les petits Etats insulaires en développement (PEID), ceux-ci ayant essuyé des pertes de près de 7 % de leur PIB agricole. Selon le rapport, l'Asie est de loin la région où la part des pertes économiques totales est la plus élevée, suivie par l'Afrique, l'Europe et l'Amérique qui ont également enregistré des pertes d'une ampleur semblable. Cependant, les pertes ne représentent que 4% de la valeur ajoutée du secteur agricole en Asie, contre 8 % en Afrique. Les disparités sont encore plus importantes entre les sous-régions. Par ailleurs, le rapport laisse entrevoir une évolution à la hausse des pertes pour les principales catégories de produits. En effet, les pertes annuelles dans la catégorie des céréales se sont chiffrées à 69 millions de tonnes en moyenne au cours des 30 dernières années. Viennent ensuite les pertes dans la catégorie des fruits et légumes et dans celle des plantes sucrières, qui se sont élevées en moyenne pour chacune d'elles à près de 40 millions de tonnes par an. Concernant les fruits et les légumes, le chiffre équivalait à la production totale du Japon et du Viet Nam pour cette catégorie de produits en 2021. Les pertes moyennes pour ce qui est de la viande, des produits laitiers et des oeufs sont estimées à 16 millions de tonnes par an, ce qui correspond à l'ensemble de la production réalisée en 2021 dans ces catégories par le Mexique et l'Inde réunis. Trois grands axes d'action prioritaires pour une meilleure résilience sont mis en évidence dans le rapport dont l'intérêt d'améliorer la qualité des données et des informations sur les conséquences des catastrophes dans tous les sous-secteurs de l'agriculture - cultures, élevage, pêche, aquaculture et forêts. Le document plaide également en faveur de la définition d'approches multisectorielles et multi-aléas en matière de réduction des risques de catastrophe et les intégrer aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions à tous les niveaux. La FAO appelle aussi à engager des investissements plus importants en faveur de la résilience, qui permettent de réduire les risques de catastrophe dans l'agriculture et d'améliorer la production agricole et les moyens d'existence.

A CAUSE DES SÉCHERESSES

La production mondiale de blé sera plus faible en 2023

Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a revu à la baisse son estimation de production mondiale de blé pour la campagne en cours, à 783,4 millions de tonnes, selon ses derniers chiffres publiés jeudi. La faute à des épisodes de sécheresse dans de nombreux pays producteurs. Cependant, la consommation devrait elle aussi ralentir.

Synthèse R E.

L'année sera moins bonne que prévue pour les récoltes de céréales. Le ministre américain de l'Agriculture (USDA) a, en effet, annoncé une saison 2023-2024 avec une production de 783,4 millions de tonnes de blé, selon son dernier rapport dit « Wasde », publié jeudi. Ce serait moins que pour la campagne 2022-2023, à 790 millions de tonnes, mais légèrement mieux qu'il y a deux ans. « Ce n'est pas une grande surprise », a commenté Gautier Le Molgat, du cabinet Agritel. « Les stocks sont dans la fourchette qu'on attendait. » Dans l'ensemble les évolutions des prévisions « sont plutôt neutres ». Ces nouvelles estimations pour l'année en cours sont moins bonnes que celles publiées précédemment. En juin, L'USDA voyait l'offre mondiale de blé augmenter de 10,8 millions de tonnes sur un an pour atteindre 800,19 millions de tonnes après les récoltes de 2023. Mais la sécheresse dans de nombreux pays aura eu raison des rendements. L'organisme avait déjà révisé son estimation à la baisse, à 787,3 millions, en août.

La sécheresse en cause

Cette révision à la baisse est principalement due à une moindre production en Australie (-1,5 million de tonnes), au Kazakhstan (-2 millions) et au Brésil (-0,5 millions), tous trois affectés par la sécheresse. Le département aus-

tralien de l'Agriculture a indiqué, début septembre, s'attendre à une « chute » de la production des cultures d'hiver, dont fait partie le blé. L'Etat du Queensland (nord-est), ainsi que le nord de la Nouvelle-Galles du Sud (sud-est) et le sud de l'Australie-Occidentale (sud-ouest) ont été affectés par des conditions sèches, attribuables au phénomène météorologique El Nino. « Ce n'est pas une énorme surprise », a commenté Gautier Le Molgat, du cabinet Agritel. « Cela faisait longtemps qu'on voyait l'Australie trop élevée. » La sécheresse a également frappé l'ouest du Canada, grande région de production du blé, en particulier la province d'Alberta, poussant l'USDA à amputer son estimation de récolte de deux millions de tonnes. Manque de précipitations aussi en Argentine, où les volumes ont été diminués d'un million de tonnes, ainsi qu'au sein de l'Union européenne. La réduction a cependant été partiellement compensée par une hausse de la récolte américaine (+2,1 millions de tonnes). Reste que ces moins bons chiffres ont donné de l'élan aux cours, déprimés depuis plusieurs semaines. Vers 20 heures, heure de Paris, le cours du contrat de référence sur le boisseau (environ 27 kg) de blé de variété SRW (Soft Red Winter Wheat) prenait 2,69%, à 5,71 dollars. Mais la baisse de la consommation attendue cette année devrait faire contrepoids sur les prix de ses denrées. L'USDA anticipe notamment une baisse de la consommation de blé

de 3 millions de tonnes, certes moins importante que la baisse de la production, ce qui devrait, tout de même, entraîner un léger repli des stocks de fin de période.

Une baisse de la consommation mondiale

La demande mondiale risque encore de s'affaiblir au vu du ralentissement économique mondial. Le Fonds monétaire international (FMI) s'attend à une croissance mondiale de 3% pour 2023 et une croissance un peu plus faible en 2024, à 2,9%, selon ses données publiées le 10 octobre. « Nous avons une économie mondiale qui continue à récupérer de la pandémie et la guerre en Ukraine, et dans le même temps une croissance qui reste faible en comparaison historique. Nous observons également des divergences grandissantes », a déclaré lors d'un point presse en ligne le chef économiste du Fonds, Pierre-Olivier Gourinchas. La situation est en effet contrastée, tant parmi les économies avancées qu'entre les principaux pays émergents, certains voyant leurs prévisions s'améliorer très sensiblement quand d'autres, principalement en Europe, tournent au ralenti, voire connaissent une légère récession. En cause, la persistance de certains chocs, en particulier l'invasion russe en Ukraine. L'inflation met du temps à ralentir, poussant les banques centrales à poursuivre leur politique monétaire restrictive avec des taux d'intérêt élevés.

CAMPAGNE 2022-2023

Plusieurs filières agricoles ont enregistré des performances

Le secteur agricole a enregistré des performances durant la campagne 2022-2023 dans plusieurs filières, reflétant l'intérêt accordé par l'Etat à ce secteur stratégique au regard de son rôle dans la relance de l'économie nationale et la réalisation de la sécurité alimentaire du pays, selon la Déclaration de la politique générale du gouvernement 2023. « Le secteur agricole connaît un développement significatif. Les structures de production, leur organisation, le plan de développement à l'horizon 2025/2030 et 2035 avec une vision nouvelle, permet d'établir des indicateurs positifs à tous les niveaux, en dépit de la situation difficile de la campagne agricole 2022-2023 », est-il indiqué dans ce document présenté mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane. Dans ce cadre, le document fait état d'une production céréalière qui a atteint 30 millions de quintaux, soulignant qu'un rendement moyen de 50 à 60 quintaux/ha a été enregistré dans les wilayas du Sud, avec des pics de 85 quintaux/ha. Le document note également que les 13% des superficies céréalières dans les wilayas du Nord ont été sécurisés grâce à l'irrigation d'appoint et ce, "malgré une période de sécheresse". Concernant les produits maraichers, la production a enregistré une évolution entre 3% et 5% pour les principaux produits, notamment l'oignon et la pomme de terre, couvrant ainsi la totalité des besoins du marché en légumes et fruits, à l'exception des fruits exotiques et évitant de ce fait le recours à l'importation. Selon la Déclaration,

la production maraichère a atteint 156 millions de quintaux en 2023, dont 42 millions de quintaux de pommes de terre. Pour ce qui est d'espèces à noyaux et à pépins et rustiques, la production a enregistré une évolution de plus de 7% pour atteindre 17,3 millions de quintaux, selon la même source, qui ajoute, par ailleurs, qu'en matière phoenicicole, la production de dattes a enregistré une évolution de plus de 26%, avec 13,6 millions de quintaux. D'après les données de la Déclaration, la filière des viandes blanches a enregistré 5,4 millions de quintaux de production, alors que celle des viandes rouges a atteint 4,8 millions de quintaux. En outre, 5,63 milliards d'œufs et 3,25 milliards de litre de lait cru ont été produits en 2023. Ces résultats ont été atteint grâce à la batterie de mesures prises par le gouvernement pour atteindre les objectifs tracés dans son programme, selon le document qui a relevé dans ce sillage la hausse de la superficie irriguée de 1,47 millions ha en 2022 à 1,49 millions ha en 2023. Par ailleurs, la superficie céréalière irriguée durant la campagne agricole 2022-2023 a été de 344.000 hectares, dont 217.000 hectares en irrigation intégrale, et ce à travers la généralisation du recours aux systèmes économeurs d'eau. Parmi les mesures visant le développement du secteur, le renforcement de l'aide de l'Etat en faveur des agriculteurs, notamment, à travers l'augmentation des prix de référence des engrais bénéficiant du taux de soutien fixé par l'Etat, sachant que ce taux a été re-

levé depuis le 9 octobre 2022, de 20% à 50%. De plus, 864.000 hectares du foncier agricole non-exploité, ont été récupérés dont 300.000 hectares ont été transférés à l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) tandis que le reste de la superficie sera réhabilité via la plateforme numérique de l'Office National des Terres Agricoles (ONTA). De surcroît, les programmes de régulation des filières agricoles a englobé la réalisation de nouvelles infrastructures de stockage des céréales pour atteindre 9 millions de tonnes de capacité de stockage. Il s'agit de la réalisation de 350 centres de proximité pour le stockage, la relance du projet de réalisation des 16 silos métalliques et la réalisation de 30 nouveaux silos stratégiques. L'ensemble de ce programme est réparti sur 44 wilayas. S'ajoute à cela la réalisation en cours de complexes d'entreposage frigorifique et des plateformes logistiques de froid (AGRO-LOG/FRIGOMEDIT) portant sur 30 infrastructures, d'une capacité totale de 383.000 m3. A ce jour, cinq entrepôts frigorifiques ont été réceptionnés, d'une capacité globale de 150.000 m3. S'agissant le secteur de la pêche et de l'aquaculture, la production halieutique devrait atteindre à la fin de l'année 2023 120.000 tonnes, soit un taux de croissance de 23% par rapport à l'année 2022. Par ailleurs, la valeur totale des exportations des produits de la pêche et de l'aquaculture a augmenté, entre 2021 et 2022, en passant de 14,8 millions de dollars à 22,5 millions de dollars. Elle devrait atteindre 30,4 millions de tonnes en 2023.

TOURISME SAHARIEN

Une saison prometteuse

La saison du tourisme saharien, qui a débuté ce week-end et se poursuivra jusqu'à fin avril 2024, s'annonce prometteuse avec la diversité des programmes dévoilés par les opérateurs du secteur, qui proposent de nouveaux circuits uniques en leur genre.

Par R E/Agence

Les opérateurs du secteur ont prévu pour la saison touristique saharienne de cette année «une diversité de programmes mettant en avant les atouts du tourisme saharien grâce à de nouveaux circuits dans les wilayas du sud à travers les routes des oasis, les Ksour et les zones humides, qui suscitent l'intérêt de nombreux touristes».

Pour le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Ghardaïa, Saïd Meriah, ces nouveaux circuits touristiques permettaient aux touristes, notamment étrangers, de découvrir la beauté naturelle et le riche patrimoine historique et urbain de ces régions au cachet unique, à l'image des Ksour à Ghardaïa, El Oued, Adrar, Timimoun, Béchar, Taghit, Béni Abbès, El Bayadh, El Meghaier, Djanet et Tamanrasset.

Le responsable qui s'exprimait en marge de la 22e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) organisée du 28 septembre au 1er octobre, a insisté sur la prise en charge de ces circuits à travers le renforcement et la diversification des moyens de transport et des structures d'hébergement et l'amélioration de la formation, notamment au profit des guides touristiques. De son côté, le chargé d'études et de synthèse (CES) au ministère

du Tourisme et de l'Artisanat, Redouane Benatallah, a mis en évidence la «nécessité d'enrichir ce nouveau produit», soulignant l'importance du «développement des méthodes de promotion, de publicité et de marketing», d'autant que les Ksour

et les oasis témoignent du génie de



l'architecture saharienne, a-t-il dit.

Des responsables d'agences de tourisme et de voyages de Ghardaïa participant au SITEV ont mis en avant les nombreux

atouts touristiques de cette wilaya, notamment ses sites archéologiques, ses monuments architecturaux et ses sites naturels très prisés par les touristes étrangers, appelant à cette occasion à «davantage d'efforts pour renforcer les structures d'accueil à proximité des circuits touristiques».

Outre un tourisme culturel et écologique, conformément à la Charte du tourisme durable, la wilaya de Ghardaïa propose aux touristes la découverte de ses nombreux Ksour et villes millénaires dans la vallée de M'zab, Metlili, Beriane, Zelfana et Beni Isguen.

Pour sa part, le représentant du Touring Club d'Algérie, Mohamed Boudali, a précisé que son établissement proposait un programme touristique diversifié couvrant les régions côtières et du Sud, rappelant les campagnes de promotion menées récemment par le club pour faire connaître les circuits des ksour et des oasis.

De son côté, le président de la Fédération algérienne de l'hôtellerie et de la restauration touristique, P-dg du groupe Necib Tourisme, Djamel

Necib, a plaidé pour la promotion de la destination touristique Algérie, rappelant que son groupe inaugurerait, le 1er novembre prochain, une nouvelle résidence touristique dans la wilaya de Biskra, proposant des prix compétitifs et raisonnables à la portée des familles algériennes.

YOU KI-JUN, AMBASSADEUR DE LA CORÉE DU SUD

«L'industrie automobile est prometteuse en Algérie»

L'Algérie et la Corée du Sud disposent de plusieurs opportunités de coopération économique mutuellement bénéfique devant être soutenues par un cadre durable de collaboration dans plusieurs secteurs, a estimé jeudi à Alger l'ambassadeur de la République de Corée du Sud, You Ki-Jun. Lors d'une conférence animée au niveau de l'Ecole nationale d'administration (ENA), le diplomate sud-coréen a souligné l'inté-

rêt pour les opérateurs économiques des deux pays de saisir les opportunités disponibles, notamment dans le secteur automobile, l'industrie, les TIC et les énergies renouvelables. « Il existe plusieurs secteurs offrant de nombreuses opportunités de croissance économique mutuelle, en particulier, l'industrie automobile qui est une industrie naissante en Algérie mais qui s'avère prometteuse et dotée d'un potentiel de croissance consi-

dérable », a affirmé l'ambassadeur sud-coréen. Ces opportunités, a-t-il dit, sont portées par une maîtrise sud-coréenne de la technologie automobile et de l'industrie en général « mondialement reconnues », ainsi que par « les riches ressources naturelles de l'Algérie et son capital humain en plein essor ». Dans le secteur de l'énergie, le diplomate a rappelé que l'Algérie est « un fournisseur clé » de pétrole brut de la Corée du Sud.

Le diplomate sud coréen a fait savoir dans ce cadre que son pays a importé 8,58 millions de barils de brut en 2021 faisant de l'Algérie le 14ème fournisseur du brut de la Corée du Sud lors de cette même année. L'Algérie se classe également, selon M. You Ki-Jun, au 13e rang concernant les commandes de construction à l'étranger de la Corée du Sud.

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

ALGEX organisera une journée d'information sur les régimes douaniers

Une journée d'information portant régimes économiques douaniers destinés à la promotion de l'investissement, sera organisée le 18 octobre, conjointement, par la Direction générale des Douanes (DGD), la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI) et l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Cet événement dont le slogan est « accompagner les entreprises pour soutenir la relance économique », s'inscrit dans le cadre de la « poursuite des rencontres organisées en 2022 en exécution des directives des pouvoirs publics engagées en faveur de la promotion de l'économie nationale, et du renforcement du relationnel douane-entreprises économiques, à travers, notamment,

l'accompagnement, l'information, le conseil et l'orientation des opérateurs économiques dans leurs opérations d'importation et d'exportation réalisées dans le cadre du commerce extérieur », précise Algex dans un communiqué posté sur son site.

Cette rencontre se veut «une occasion pour les opérateurs économiques, actant dans le domaine de l'importation, de l'exportation et de la production, de prendre connaissance des régimes douaniers économiques, qui sont des mécanismes destinés à favoriser le développement de certaines activités économiques telles que l'exportation et renforcer les capacités concurrentielles des entreprises sur les marchés extérieurs, grâce aux avantages qu'ils procurent, aussi bien sur le plan financier

que sur le plan économique ». En effet, ces régimes douaniers économiques « permettent le stockage, la transformation, l'utilisation ou la circulation de marchandises en suspension des droits de douane, des taxes intérieures de consommation, ainsi que tous autres droits et taxes et mesures de prohibition de caractère économique dont elles sont passibles ». Aussi, précise Algex, ils concernent quatre principales fonctions, à savoir, la circulation, le stockage, l'utilisation et la transformation. De ce fait, la direction générale des douanes « invite les opérateurs économiques à participer à cette rencontre afin de prendre connaissances des types de ces régimes économiques douaniers».

R E.

FORMATION PROFESSIONNELLE

88 000 places réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage

Plus de 88.000 places pédagogiques du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels sont réservées aux bénéficiaires, sans qualification, de l'allocation chômage, afin de leur permettre de suivre une formation pour la session d'octobre, a-t-on appris auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM).

"Au total 88.784 places pédagogiques réparties sur 887 établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels sont destinées au profit des bénéficiaires, sans qualification, de l'allocation chômage, afin de leur permettre de bénéficier de la formation professionnelle pour la session d'octobre", a indiqué le directeur de l'organisation et de la régulation du marché de l'emploi à l'ANEM, Fayçal Larabi.

Le même responsable a expliqué, dans une déclaration à l'APS, que cette formation est destinée aux bénéficiaires sans qualification dans le but de leur permettre une meilleure employabilité et une insertion professionnelle.

Il s'agit de bénéficier d'une formation qualifiante de courte durée (3 à 6 mois) pour acquérir de nouvelles compétences et obtenir un certificat de formation facilitant ainsi une insertion dans le monde du travail dans des spécialités exigées par le marché de l'emploi. Pour la réussite de cette opération, deux plateformes numériques "TAAHIL" et "TAKWIN" ont été lancées par l'ANEM en coordination avec le secteur de la formation professionnelle pour assurer l'orientation et l'affectation des concernés et renforcer le suivi et l'accompagnement.

Larabi a ajouté qu'une "plateforme-sondage" a été également lancée l'été dernier pour "cerner les spécialités souhaitées par les bénéficiaires de l'allocation chômage", ajoutant que 11.590 bénéficiaires sans qualification avaient participé à ce sondage.

Il a fait savoir que plus de 100.000 bénéficiaires de l'allocation chômage avaient achevé leur formation durant les deux dernières sessions de formation professionnelle, à savoir la session d'octobre 2022 et celle de février 2023.

R E.

BLIDA

**Réception
prochaine de plus
de 500 logements
publics locatifs**

Le parc logements de la wilaya de Blida sera prochainement renforcé par la réception de plus de 500 logements publics locatifs (LPL) destinés à répondre à la demande sur ce segment et à résorber l'habitat précaire, a-t-on appris, vendredi des services de la wilaya.

Ces logements, dont les travaux sont en cours d'achèvement, sont implantés dans les communes de Bougara, Ouled Selama et Hammam Malouane, toutes situées à l'Est de la wilaya, selon la même source.

Concernant ces 500 unités LPL, 200 logements sont en cours d'achèvement à Ain Barda dans la commune de Bougara, et dont les travaux sont à la phase finale puisqu'il ne reste à réaliser que les travaux d'aménagement extérieurs, avant de leur distribution.

Dans la commune d'Ouled Selama, 200 autres unités LPL sont en cours de réalisation et destinées à la résorption de l'habitat précaire (RHP). Ces logements devraient être réceptionnés dans les prochains jours, a-t-on fait savoir.

Un autre programme de réalisation de 100 unités d'habitation de la même formule (LPL) est en cours d'achèvement dans cette même commune, d'après les services de la wilaya.

Sur un autre volet, et à propos des mesures visant à relancer les projets de logements en souffrance, le walis de Blida, Brahim Ouiche, a instruit les services compétents de procéder à la résiliation du contrat avec entreprise chargée de la réalisation du projet de 53 logements sociaux participatifs de la commune de Bougara, qui est à l'arrêt, afin de le confier à une autre entreprise qui va le relancer.

Le même responsable a, par ailleurs ordonné le renforcement en moyens humains et matériels, du chantier de construction de 75 logements sociaux participatifs dans la même commune de Bougara, et d'œuvrer à la levée de toutes les contraintes, en vue de le livrer dans les délais impartis.

BISKRA

**Ouverture du Salon des dattes et dérivés
et d'artisanat de M'chouneche**

Plus de 50 producteurs de dattes et artisans participent à la seconde édition du Salon des dattes et dérivés et d'artisanat qui se tient à M'chouneche (28 km au Nord-est de Biskra) du 11 au 14 octobre.

Cette manifestation économique se tient sur une aire ouverte au centre de cette commune à l'occasion du lancement de la campagne de récolte des dattes et constitue une occasion pour exposer les divers produits agricoles locaux dont notamment les variétés multiples de dattes de la région de M'chouneche ainsi que les produits artisanaux, a indiqué à l'APS le directeur de la chambre d'artisanat et métiers (CAM), Youcef Si El Abdi.

Le visiteur découvre à l'occasion du Salon les créations des artisans locaux à base de dérivés du palmier-dattier dont les couffins, des bibelots décoratifs, les produits de transformation des dattes dont le miel de datte et la confiture de datte, des articles de



poterie et dinanderie, des articles en bois, des tenues traditionnelles et une riche variété de pâtisseries traditionnelles.

La manifestation est une opportunité pour les agriculteurs et artisans de faire connaître leurs produits et pour les commer-

çants pour conclure avec eux des transactions, affirment les organisateurs. L'occasion est également offerte pour les visiteurs de découvrir les riches sites touristiques de la région de M'chouneche, ses canyons, son oasis et son patrimoine architectural

plusieurs fois séculaire.

Ce Salon organisé par la CAM en coordination avec des associations locales est marqué par la participation d'exposants des wilayas de Tizi Ouzou, Bejaia, Tissemsilt, Constantine et Ouled Djellal, selon les organisateurs.

EL BAYADH

**Lancement d'une opération de réhabilitation du
réseau routier urbain (Apc)**

Une opération de réhabilitation du réseau des routes urbaines et l'éradication des points noirs dans la commune d'El Bayadh a été lancée, récemment, a-t-on appris, mardi, du président de l'Assemblée populaire communale, Belbachir Mabrouk.

M. Belbachir a déclaré à l'APS qu'une enveloppe de 400 millions de dinars a été allouée pour cette opération de développement, dont la supervision est assurée par la commune, en coordination avec la Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, finan-

cée dans le cadre du programme de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et le plan de développement communal (PCD). Les travaux, dont les délais ont été fixés à 4 mois, concernent les quartiers et les artères de "Oued El Ferrane", "Es-Seddikia", la route d'Aflou, ainsi que la route qui mène à haï Ouled Yahia, de même que la route "Enoudjoun" et celle de "Es-Sanaouber", entre autres. Par ailleurs, les services de la commune d'El Bayadh ont fait état d'une autre opération, visant à renouveler et éradiquer les points noirs du réseau d'assainissement à la

cité 22 0 logements et le sud de l'hôpital, pour une enveloppe estimée à 77 millions DA. Les délais des travaux ont été fixés à 8 mois. Les services de la Direction des ressources en eau prévoient, pour leur part, de lancer une opération similaire, à travers les quartiers "Base Boucherit", "les Annassers", "Chourouk" et "Sidi Cheikh" dans cette ville. Par ailleurs, l'opération de renouvellement et d'extension du réseau d'éclairage public se poursuit à travers les quartiers et les différentes artères du chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué.

BÉCHAR

**Ouverture d'un centre de prise en charge des femmes
atteintes de cancer**

Un centre de prise en charge psychologique et sportive des femmes atteintes de pathologies cancéreuses, s'est ouvert au niveau de l'Etablissement hospitalier spécialisé dans la lutte contre le cancer à Béchar, à l'initiative de l'association locale « El Hayat », de dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus, a-t-on appris samedi des responsables de l'association. Première du genre dans la région du Sud-ouest du pays, cette structure dispose de plusieurs servitudes et salles spécialisées dédiées à la prise en charge des patientes dont celles du traitement et de leur suivi psychologique, d'activités culturelles et scientifiques ainsi que la lecture du Saint Coran, a précisé à l'APS, la présidente de l'association Fouzia Zigalem. Ce centre est également doté de salles destinées à l'esthétique féminine et aux activités sportives et physiques, néces-



saires à cette catégorie de patientes, a-t-elle fait savoir signalant que l'ouverture de cet espace, coïncidant avec le mois d'octobre rose, a été marquée par une campagne de sensibilisation sur le dépistage

précoce du cancer, organisée en coordination avec la direction locale de la Santé. La création de ce centre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'accompagnement des patientes, a nécessité un financement de 4 millions de DA dont une contribution financière de plus de trois (3) millions de DA, dégagée par l'Agence de développement social (ADS), tandis que le reste de ce financement provient des fonds propres de l'association, selon Mme Zigalem.

»Notre partenaire, en l'occurrence la direction de l'Etablissement hospitalier spécialisé dans la lutte contre le cancer et son personnel médical et paramédical, ainsi que des psychologues exerçant au niveau du secteur de la Santé de la wilaya, ont été d'un grand apport à la création de ce centre », a-t-elle souligné.

La BCE perturbe plus qu'elle ne protège

En voulant s'en tenir à un objectif cible strict de 2 % d'inflation, la BCE n'a pas la souplesse nécessaire pour s'adapter aux perturbations d'approvisionnement actuelles.

LA CHRONIQUE de Christian Saint-Etienne (*)

O n aborde le plus souvent l'inflation par son impact sur le pouvoir d'achat sans réellement comprendre la source du dérèglement. Il y a deux grands systèmes d'allocation des ressources rares, cette allocation étant le problème central de la politique économique. Soit par une administration centralisée dans une économie dirigée, soit par le système des prix. L'administration centralisée de l'allocation des ressources se termine invariablement par une catastrophe au-delà d'une période initiale où les principaux bénéficiaires du système – les membres du parti unique qui tient le pouvoir – trouvent ça « génial » en le clamant sur les ondes au nez et à la barbe de ceux qui crèvent de faim !

Prix nominaux et prix relatifs

L'allocation des ressources, en hommes et marchandises, dans une économie de marché ne se fait pas par les prix absolus mais par les prix relatifs, ce qui est a priori incompréhensible ! Que le produit x soit à 1 euro et le produit y à 2 euros relève de l'information.

L'allocation des ressources intervient par le fait que $y = 2x$, ce qui est inaudible à la télévision et ne peut être écrit que dans « Les Echos ».

Les taux d'intérêt et les salaires sont des prix et l'allocation des ressources humaines, à moyen et long termes, n'est pas la même si le médecin et l'ingénieur gagnent deux fois le SMIC ou sept fois le SMIC.

C'est ici qu'intervient l'inflation qui a l'apparence d'une hausse du niveau général des prix. Si tous les prix augmentent de 10 %, les prix relatifs sont constants et l'allocation des ressources inchangée.

Le problème central de l'inflation est que les prix nominaux n'augmentent pas au même rythme et que les prix relatifs sont modifiés. Si les prix de l'alimentaire et de l'énergie augmentent respectivement de 15 % et 30 % quand le niveau général des prix augmente de 5 %, l'alimentaire et l'énergie coûtent beaucoup plus cher en relatif.

Les banques centrales ont mandat de lutter contre l'inflation car elle perturbe le fonctionnement du système des prix relatifs et donc impacte l'allocation des ressources. La Banque centrale européenne a décidé en 1998 que l'inflation ne posait pas de problème si elle était inférieure à 2 % mais dangereuse au-delà. On peut considérer que, hors crise d'approvisionnement et hausse déraisonnable des liquidités, la productivité dans l'industrie augmentant plus vite que celle des

services, une inflation générale à 2 % est compatible avec la stabilité totale des prix industriels.

Mais dans un monde en mutation de rapports de force et en crise d'approvisionnement, on peut considérer qu'un objectif d'inflation rigide de 2 % est dangereux et qu'il faut lui préférer un objectif de « 2 % plus ou moins 1 % » qui est compatible avec l'adaptation des agents économiques aux mutations à l'œuvre. Lorsque les perturbations d'approvisionnement auront cessé, le retour à l'objectif initial s'imposera naturellement. Paradoxalement, à trop forcer le retour à une inflation à moins de 2 % dans un contexte de crise d'approvisionnement, la banque centrale perturbe davantage le système de prix relatifs qu'elle ne le protège en aggravant les tensions. Si dans le même temps elle restreint massivement les liquidités, elle étouffe le fonctionnement de l'économie réelle et devient la principale menace pour la stabilité économique. Si l'inflation se stabilisait à moins de 3 % pendant la période de mutation vers une économie verte, on serait proche de l'optimum de politique économique.

(*) *Professeur au CNAM et membre du Cercle des économistes*

Source les Echos

La décentralisation de la finance : danger ou opportunité ?

Lancé en 2008-2010, le bitcoin voulait répondre à l'idéal d'une monnaie décentralisée, affranchie du contrôle des autorités financières et politiques.

Tribune collective (*)

Cette monnaie est représentée par une suite d'enregistrements cryptés (une « blockchain ») circulant librement sur Internet, gérée de manière décentralisée. La cryptographie et la gestion décentralisée doivent assurer sécurité et discrétion. Après un développement explosif, le bitcoin a connu des hauts et des bas, puis la multiplication de nombreuses variantes de « cryptomonnaies » ayant les mêmes objectifs de secret et de sécurité de l'accès. Aujourd'hui l'encours de cryptomonnaies en circulation dans le monde est d'environ 1.000 milliards de dollars. Cela paraît considérable mais c'est moins de la moitié du bilan de BNP Paribas. C'est donc un montant marginal dans le système financier mondial dont il ne menace pas la stabilité : le risque est pour l'essentiel en dehors du système bancaire comme l'ont démontré quelques faillites et fraudes récentes. Mais l'évolution des cryptomonnaies se poursuit et appelle trois remarques. D'abord que le rapproche de la production massive de

CO2 liée au bitcoin a conduit à une évolution de la méthode d'accès aux blockchains vers un algorithme beaucoup plus économe en énergie. Ensuite que le rêve d'une « monnaie » en dehors de tout contrôle par les autorités financières a une limite qui est l'échange entre cryptomonnaies et monnaies classiques, inévitable quand le porteur de cryptomonnaies veut les convertir en dollars ou euros pour des transactions ou des placements classiques. Enfin, sur le plan réglementaire, le bitcoin semble l'objet d'un traitement particulier. Ses propriétés, notamment sa quantité limitée à 21 millions d'unités, conduisent l'autorité des marchés américaine à considérer le bitcoin plutôt comme une matière première, équivalente à l'or. En revanche, les autres cryptomonnaies pourraient être qualifiées de titres financiers, ce qui les assujettirait à une réglementation plus contraignante. Plus fondamentalement, on constate qu'une bonne partie des innovations récentes en matière de cryptomonnaies consistent à réinventer les opérations de base d'une banque commerciale au prix d'acrobaties infor-

matiques ingénieuses pour combiner anonymat des acteurs et une certaine sécurité financière.

Mais à la différence des opérations bancaires classiques, ces montages ne suppriment pas complètement les risques de liquidité et font même apparaître des risques opérationnels nouveaux comme le risque de piratage. La véritable révolution de la finance est moins à attendre des cryptomonnaies que des systèmes de paiement et de règlement. Les systèmes de paiement pour particuliers ont connu un développement considérable en quinze ans, attribuable à la combinaison d'une grande facilité d'accès mobile à internet, d'un assouplissement réglementaire pour les prestataires de service de paiement et de l'intérêt commercial de la grande quantité de données utilisatrice générée. Du côté des systèmes interbancaires, l'innovation a été moins impressionnante. Bien que des systèmes comme Target 2 (2007) ou TIPS (2018) aient significativement amélioré les règlements monétaires dans la zone Euro, les règlements de titres n'ont évolué que marginalement. Plusieurs

grandes banques commerciales, comme JP Morgan avec « Onyx » ou plus récemment Citi commencent à utiliser des technologies inspirées de la blockchain dans leur propre réseau de règlement, destiné en général à une clientèle institutionnelle. Les récents développements autour de la tokenisation des actifs financiers devraient permettre une nouvelle vague d'innovation dans les services de règlement. Ces changements actuels et futurs laissent entrevoir un paysage financier en profonde évolution. Tandis que de nombreux nouveaux acteurs voient le jour, les institutions historiques ont tout intérêt à analyser ces innovations pour en transposer certaines dans leurs opérations de banque, d'assurances et de gestion d'actifs.

(*) *Louis Bertucci est chercheur à l'Institut Louis-Bachelier. Jean-Michel Lasry est professeur associé à l'université Paris-Dauphine et chercheur à l'Institut Louis-Bachelier. André Lévy-Lang est président et cofondateur de l'Institut Louis Bachelier.*

ARABIE SAOUDITE

Un nouveau plan directeur pour AIUla qui répond aux besoins de la communauté locale

Les habitants d'AIUla, une communauté autrefois isolée dans la région montagneuse de Médine, dans l'ouest de l'Arabie saoudite, qui est aujourd'hui au centre de l'un des projets touristiques les plus ambitieux du pays, ont eu un aperçu d'un nouveau plan directeur destiné à transformer la qualité de vie et à stimuler les perspectives d'emploi dans la ville. En 2017, la Commission royale pour AIUla a été créée pour protéger et sauvegarder les multiples biens patrimoniaux de la région, notamment les plus de 130 tombes nabatéennes creusées dans les rochers entourant l'ancienne cité perdue. Simultanément, la Commission royale pour AIUla a été chargée d'élaborer un plan visant à transformer l'ensemble de la région de manière sensible et durable, « en la réaffirmant comme l'une des destinations archéologiques et culturelles les plus importantes du pays et en la préparant à accueillir des visiteurs du monde entier ». Dans le cadre de cette ambition, la Commission royale pour AIUla s'est toujours concentrée avant tout sur les besoins et les intérêts de la communauté locale, et le nouveau plan directeur "Path to Prosperity" (« La voie vers la prospérité », dévoilé aux habitants ce mois-ci lors d'une exposition dans le centre commercial Alfareed de la ville, est le dernier signe en date de cet engagement. « AIUla entre dans une nouvelle phase de sa régénération globale, stimulant la prospérité et améliorant la qualité de vie de notre communauté », a déclaré l'ingénieur Sultan AlKhuraissi, chef des opérations chez la Commission royale pour AIUla. « Le plan directeur transformera le centre urbain d'AIUla et permettra le développement de la communauté grâce à de nouvelles opportunités économiques et à de nouvelles entreprises, ainsi qu'à de nouveaux services de santé, des écoles et des parcs », a-t-il précisé.

EGYPTE

L'Etat prévoit de lever 1,5 milliard \$ sur les marchés de capitaux internationaux, d'ici la fin de l'année

La banque américaine Morgan Stanley a estimé les besoins de financement extérieurs de l'Egypte au cours de l'exercice fiscal 2023/2024 à 24 milliards de dollars.

L'Egypte prévoit de lever au moins 1,5 milliard de dollars sur les marchés de capitaux internationaux avant la fin de l'année en cours, grâce notamment à l'émission d'obligations garanties par des banques de développement sur les marchés asiatiques, a rapporté Bloomberg, jeudi 12 octobre, citant le ministre des Finances, Mohamed Maait (photo). « Les plans comprennent l'émission de 500 millions de dollars d'obligations Panda et de 500 millions de dollars d'obligations Samourai », a précisé le ministre, en marge des Assemblées annuelles du Fonds monétaire internatio-

nal (FMI) et de la Banque mondiale, qui se tiennent à Marrakech. Il a également précisé que l'Egypte a déjà obtenu des garanties de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) et de la Banque africaine de développement (BAD) pour un montant pouvant aller jusqu'à 545 millions de dollars d'obligations Panda, des titres de dettes libellés en yuan émis sur le marché chinois par des pays étrangers ou des entreprises non résidentes. Selon lui, le pays le plus peuplé du monde arabe se prépare également à émettre 500 millions de dollars de « Samourai bonds », des obliga-

tions libellées en yen japonais émises à Tokyo par des émetteurs souverains étrangers ou des sociétés non résidentes. Une autre opération en cours de préparation concerne un prêt de 500 millions de dollars auprès de deux banques, avec la garantie de la compagnie d'assurance koweïtienne Dhaman. « Nous nous efforçons de diversifier nos sources de financement en faisant appel à différents marchés de capitaux, et d'obtenir des garanties de plusieurs institutions afin de réduire le coût de la dette dans cet environnement difficile marqué par des taux d'intérêt élevés », a souligné M. Maait.

Selon un rapport publié en septembre dernier par la banque américaine Morgan Stanley, les besoins de financement extérieurs de l'Egypte sont estimés à 24 milliards de dollars durant l'exercice fiscal 2023/2024 (juillet-juin). Le Caire a conclu un programme d'aide de 3 milliards de dollars avec le FMI. Mais la première revue de ce programme, qui était initialement prévue en mars 2023, n'a pas été achevée, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes très délicates comme la flexibilité totale du taux de change.

DURANT LES 9 PREMIERS MOIS DE 2023

La Tunisie réduit de 28% le déficit de sa balance commerciale

De janvier à septembre 2023, les importations totales de biens de la Tunisie ont augmenté de 7,5%, tirées entre autres par les exportations du secteur des industries agro-alimentaires, selon l'Institut national de la statistique. Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie a baissé de 28,05% durant les neuf premiers mois de 2023, selon des données publiées le mardi 10 octobre par l'Institut national de la statistique (INS). Selon le rapport, le solde de la balance commerciale s'est établi à 13 979,3 millions de dinars (4,41 milliards \$) contre

19 429,4 millions de dinars (6,14 milliards \$) durant la même période de 2022. L'Institut explique cette tendance par une hausse de 7,5% des exportations tandis que les importations affichent une baisse de 3,7% sur la période étudiée. En termes de valeurs, les exportations ont culminé à 45 459,4 millions de dinars contre 42 269,4 millions de dinars durant les neuf mois de l'année 2022. La hausse des exportations découle principalement des exportations du secteur des industries agro-alimentaires et celles des industries mécaniques et

électriques. Quant aux importations, elles ont atteint 59 438,8 millions de dinars contre 61 698,7 millions de dinars durant les neuf mois de l'année 2022. Un repli qui s'explique par la baisse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques et des matières premières et demi-produits, entre autres. Pour rappel, ce pays nord-africain connaît une situation économique assez mouvementée ces dernières années, entre les réformes du FMI, l'inflation et les tensions sociales. En octobre 2022, un accord préliminaire a été conclu entre

l'institution de Bretton Woods et Tunis pour un programme d'aide de 1,9 milliard \$ sur quatre ans, en contrepartie de réformes portant entre autres sur la levée des subventions aux produits de base. Cependant, le président tunisien Kaïs Saïed a estimé que l'instauration de nouvelles taxes ciblant les plus riches pourrait permettre à son pays de se passer du financement du FMI, dont il rejette les « diktats ». Selon les prévisions du FMI, la croissance réelle du PIB de la Tunisie devrait s'établir à 1,3% cette année contre 2,5% en 2022.

LIBYE-UNION EUROPÉENNE

Signature d'un accord sur la sécurisation des frontières

La Libye est devenue, ces dernières années, l'un des principaux points de transit pour les réfugiés et les migrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, qui cherchent à atteindre l'Europe. Une situation qui a favorisé l'activité de trafic d'êtres humains et tous autres crimes organisés. La Libye et l'Union européenne ont paraphé un protocole d'accord sur la gestion et la sécurisation des frontières libyennes afin de lutter contre la criminalité frontalière et le terrorisme. L'annonce a été faite par la Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières (EUBAM), le lundi 9 octobre. L'accord a été signé par Mme Natalina Cea, cheffe de la mission « EUBAM Libye » et M. Abdurhaman Khama, chef du département des Affaires européennes du ministère libyen des Affaires étrangères, dans les locaux

du ministère à Tripoli. Dans le cadre de cette entente, l'EUBAM fournira une assistance technique, un renforcement de capacités et une formation aux autorités compétentes, tout en renforçant le cadre juridique de la mission en Libye. Cet accord inclut également un soutien au renforcement de la coopération transfrontalière avec les pays voisins, y compris au Sahel, indique le communiqué. « Nous nous félicitons de cette étape importante et exprimons les espoirs et les aspirations du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, pour un soutien accru et une coopération et une coordination conjointes en vue de fournir l'assistance nécessaire aux autorités libyennes impliquées dans la gestion intégrée des frontières et la sécurité », a déclaré M. Khama. En mai 2013, le Conseil de l'Union européenne a donné

son feu vert à « l'EUBAM Libya », une mission qui intervient dans le cadre de l'approche globale de l'UE visant à soutenir la transition vers une Libye démocratique, stable et prospère. Celle-ci a pour but de soutenir les autorités libyennes dans l'amélioration et le développement de la sécurité des frontières du pays. Pour rappel, ce pays du Maghreb est devenu ces dernières années l'un des principaux points de transit pour les réfugiés et les migrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, qui cherchent à atteindre l'Europe. En 2011, suite à la chute et au décès de Mouammar Kadhafi, la Libye s'est retrouvée fragmentée, avec des gouvernements rivaux à l'est et à l'ouest du pays. Un contexte qui a créé un environnement propice au trafic d'êtres humains et tous autres crimes organisés.

EN AFRIQUE DU SUD

L'industrie de la volaille fait face à l'une des pires crises de son histoire

L'industrie sud-africaine de la volaille est la plus importante du continent. Si dans le secteur, la protection vis-à-vis des importations s'est renforcée sur ces dernières années, la filière doit faire face à une série de vents contraires depuis quelques mois qui mettent à mal sa capacité à approvisionner le marché local en produits avicoles. Explications.

La filière volaille sud-africaine n'a pas échappé à la grave crise énergétique que traverse la compagnie publique d'électricité (Eskom). L'entreprise étatique dont le parc de centrales à charbon est vieillissant a effectué depuis décembre 2022, des coupures par rotation allant jusqu'à 10 heures par jour. Dans le secteur avicole, l'approvisionnement erratique a eu un effet dramatique sur les opérations des fermes commerciales à grande échelle. Sur le terrain, cela a eu comme conséquences, la perturbation des systèmes de chauffage des poussins, le dysfonctionnement des systèmes de ventilation ou encore les retards dans les calendriers d'abattage des animaux, ce qui a conduit à des jours supplémentaires de consommation d'aliments. L'entreprise étatique dont le parc de centrales à charbon est vieillissant a effectué depuis décembre 2022, des coupures par rotation allant jusqu'à 10 heures par jour. Pour faire face à cette situation, plusieurs compagnies du secteur se sont tournées vers d'autres sources d'énergie comme les générateurs diesel et des centrales solaires, ce qui a contribué à augmenter les coûts d'exploitation alors que l'industrie faisait déjà face à une hausse des prix des carburants. Selon Astral Foods, l'un des principaux acteurs de l'industrie comptant pour 25 % de la production de poulet de chair du pays, les coûts liés aux délestages, combinés aux dépenses d'investissement dans l'alimentation électrique devraient s'élever à 1,9 milliard de rands (100 millions \$) au cours de l'exercice financier se terminant le 30 septembre 2023. D'après la compagnie, la fourniture inadéquate en électricité a déjà conduit une réduction de la

production d'au moins 12 millions de poulets de chair sur le premier semestre 2023.

Grippe aviaire sans précédent
Si l'industrie volaille se débattait avec les perturbations électriques, l'épidémie de la grippe aviaire qui s'est déclenchée vers la fin mars est venue ternir un peu plus les perspectives du secteur. L'épidémie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) de sous-type H7 et H5 est en effet la plus grave qu'ait connu le pays. Selon le Ministère de l'Agriculture, la maladie virale s'est déjà propagée à un rythme alarmant dans 6 des 9 provinces du pays dont le Cap-Occidental, le Nord-Ouest, le KwaZulu-Natal, le Gauteng, l'Etat-Libre et le Mpumalanga. Cette pathologie a déjà conduit la Namibie à suspendre ses achats de volaille depuis le pays et provoqué des dégâts importants sur plusieurs opérateurs clés de l'industrie. Vers la fin septembre, RCL Foods a déclaré que son unité de production de volaille Rainbow avait abattu 410 000 poulets pour un coût estimé à 115 millions de rands (6 millions \$). De son côté Quantum Foods Holdings estime que l'influenza a tué 2 millions de poules pondeuses et de reproductrices depuis avril pour une valeur estimée de 106 millions rands (5,6 millions \$). Et Astral Foods a indiqué que l'épizootie lui a déjà fait perdre plus de 220 millions de rands (11,5 millions \$). Au total, selon les dernières estimations de l'Association sud-africaine de la volaille (SAPA) datées du 3 octobre, près de 7,5 millions de poulets ont été abattus pour contenir la propagation de l'épidémie, soit entre 20 et 30 % du cheptel avicole national.

Des conséquences sur l'approvisionnement en produits avicoles
Les entreprises avicoles fournissant les détaillants, les grossistes

et les entreprises de restauration rapide, les problèmes dans la production ont affecté directement la distribution de produits à la population. Selon les sources médiatiques, il y a déjà une pénurie d'œufs de table dans la nation arc-en-ciel dans un contexte où près de 5 millions de poules pondeuses ont été abattues. Dans le pays dont la production d'œufs est comprise entre 600 000 et 650 000 tonnes, les experts de l'industrie estiment qu'il faudra notamment 6 mois pour remplacer les pondeuses. Selon les sources médiatiques, il y a déjà une pénurie d'œufs de table dans la nation arc-en-ciel dans un contexte où près de 5 millions de poules pondeuses ont été abattues. Plusieurs détaillants de produits alimentaires comme Woolworths et Pick N Pay appliquent actuellement des rationnements sur la quantité d'œufs que les consommateurs peuvent acheter en raison de la disponibilité limitée des stocks. De son côté Spar, le second plus grand groupe de distribution derrière Shoprite réfléchit actuellement à une diversification de ses partenaires locaux et discute avec plusieurs pays d'Afrique australe en vue d'importer des œufs. Si du côté de la viande de poulet, il n'y a pas encore de rupture dans la chaîne de commercialisation, de nombreuses sources de l'industrie indiquent que les tensions persisteront dans les prochains mois. Le pays qui consomme environ 1,8 million de tonnes de viande de poulet par an n'est pas encore autosuffisant. De fait, le risque est que le déficit de production du pays compris entre 300 000 et 400 000 tonnes chaque année s'aggrave davantage avec cette mauvaise passe que traverse le pays.

Que fait le gouvernement ?
Face à la situation, les autorités sud-africaines envisagent la mise

sur pied d'un plan de vaccination rapide, les problèmes dans la production ont affecté directement la distribution de produits à la population. Selon les autorités, des discussions pour finaliser l'importation des vaccins auprès des fabricants sur le marché international seraient actuellement à un stade avancé. D'après Reggie Ngcobo, porte-parole du Ministère de l'Agriculture, l'opération de vaccination devrait être strictement contrôlée par l'exécutif. « Le vaccin ne sera pas disponible pour la vente au public. Plusieurs facteurs doivent être pris en compte comme l'efficacité du vaccin utilisé, les mesures de biosécurité, la surveillance et le contrôle des déplacements requis pour une application du vaccin au niveau d'une ferme », indique le responsable. Sur le plan de l'amélioration de l'offre en produits avicoles sur le marché, les autorités travailleraient sur l'optimisation du processus d'octroi des permis d'importation d'œufs. Du côté de la viande, plusieurs possibilités sont sur la table pour réduire les prix de la denrée sur le marché. Déjà selon les données officielles, le prix de vente au détail du kilogramme de poulet entier a atteint 61 rands (3,2 \$) en juillet dernier, soit 10 % de plus qu'un an plus tôt. Le ministre de l'Industrie, Ebrahim Patel a notamment demandé à la Commission de l'administration du commerce international (ITAC) d'évaluer la meilleure politique commerciale entre un allègement temporaire dans les droits de douane ou une suspension provisoire des droits anti-dumping pour faciliter des importations. Le pays avait réinstauré depuis le mois d'août, pour une durée de 4 ans, ces prélèvements sur la volaille non désossée importée depuis l'Espagne, le Brésil, la Pologne, l'Irlande et le Danemark afin de protéger l'industrie locale.

TCHAD

Proparco accorde 1,69 million \$ pour le développement de mini-réseaux énergétiques

ZIZ Energie développe des mini-réseaux au Tchad, de leur financement à leur mise en opération, depuis plus de 15 ans. Au Tchad, la filiale du groupe Agence française de développement, Proparco a accordé un prêt de 1,69 million \$ à ZIZ Energie, une société spécialisée dans l'électrification rurale et urbaine. Ce financement permettra à ZIZ de lancer un projet d'infrastructure d'énergie décentralisée qui vise le développement, la construction et l'exploitation de mini-réseaux énergétiques dans les villes secondaires du pays. Il devrait générer des impacts significatifs pour les communautés, d'après Proparco. En effet, près de 500 000 personnes dans le pays devraient voir leur accès à l'électricité nettement amélioré, sans volatilité des prix. « Proparco est fière de soutenir un acteur clé du secteur de l'énergie. La décentralisation de l'énergie au Tchad est un enjeu clé et ZIZ Energie, avec son expertise et son engagement, va permettre d'améliorer le quotidien de milliers de personnes », a commenté Mehdi Tanani, directeur Régional pour l'Afrique Centrale à Proparco. Selon les données officielles, malgré d'importantes ressources en combustibles fossiles et un excellent ensoleillement, le taux d'accès à l'électricité du Tchad était l'un des plus bas au monde à 11 % en 2021.

ZIMBABWE

Le gouvernement annonce des « progrès » dans le dédommagement des fermiers blancs expropriés

Au début des années 2 000, plus de 4 000 grands propriétaires blancs avaient été expulsés manu militari de leurs terres, dans le cadre de la réforme agraire lancée par l'ex-président Robert Mugabe pour « corriger les inégalités héritées de la colonisation britannique ». Le gouvernement zimbabwéen a enregistré des « progrès » dans le processus d'indemnisation des fermiers blancs qui avaient été expulsés de leurs terres sous le régime de l'ex-président Robert Mugabe, a annoncé le ministre des Finances, Mthuli Ncube (photo), jeudi 12 octobre. « Bien que le gouvernement n'ait pas été en mesure de respecter l'accord de 3,5 milliards de dollars conclu avec quelque 4 000 fermiers blancs il y a trois ans, certains d'entre eux ont accepté d'être remboursés en bons du Trésor », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse,

sans plus de précision. En février dernier, le gouvernement avait proposé un remboursement des fermiers expropriés via des bons du Trésor sur une période de dix ans. Cette offre avait été alors rejetée par l'ensemble des fermiers concernés par le processus de dédommagement. Le gouvernement du Zimbabwe avait signé, en juillet 2020, un accord avec les propriétaires blancs expropriés pour les dédommager à hauteur de 3,5 milliards. Pour rappel, au début des années 2 000, plus de 4 000 grands propriétaires blancs du pays avaient été expulsés de leurs terres au profit de fermiers noirs, dans le cadre de la réforme agraire lancée par l'ex-président Robert Mugabe, qui a été contraint à la démission en 2017. La réforme avait pour objectif affiché de « corriger les inégalités héritées de la colonisation britannique », mais la redistribution des terres a surtout profité aux proches

du régime et est allée à des fermiers sans équipements ni formation, provoquant un effondrement brutal de la production agricole et une grave crise économique qui a poussé Harare à interrompre le remboursement de sa dette aux bailleurs de fonds internationaux. Pays de près de 16 millions d'habitants, le Zimbabwe traîne encore des dettes extérieures d'environ 18 milliards de dollars. Toujours privé du soutien des bailleurs de fonds internationaux, ce pays d'Afrique australe a eu beaucoup de mal à obtenir de nouvelles lignes de crédit et à attirer les investissements étrangers nécessaires à la relance de son économie. L'indemnisation des fermiers blancs est l'une des conditions posées par les principaux créanciers du pays pour accepter un programme d'apurement des arriérés de dettes.

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge une séance volatile

Les Bourses européennes ont fini en baisse vendredi et à Wall Street, deux des trois indices étaient également dans le rouge en fin de matinée à New York dans une séance volatile marquée par la publication de résultats contrastés des géants américains de la finance, de tensions géopolitiques au Moyen-Orient et d'interrogations sur la trajectoire des taux d'intérêt.

À Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 1,42% à 7.003,53 points. Le Footsie britannique a cédé 0,59% et le Dax allemand a abandonné 1,55%. L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 1,48%, le FTSEurofirst 300 de 0,87% et le Stoxx 600 de 0,98%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a perdu 0,80%, tandis que le Stoxx 600 est parvenu à enregistrer un modeste gain de 0,96%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,14%, tandis que le Standard & Poor's 500 recule de 0,40% et le Nasdaq de 1,12%. L'indice CBOE de la volatilité à Wall Street est monté à un sommet d'une semaine, à 19,44 points. Si les publications trimestrielles de JPMorgan Chase, Wells Fargo (+3,48%) et Citigroup (+2,71%), aidées par le niveau élevé des taux d'intérêt, ont été saluées, celle de BlackRock (-1,18%) a revanche déçu, le gestionnaire d'actifs ayant accusé une forte baisse de ses entrées nettes au troisième trimestre. Les résultats solides des grandes banques américaines ont permis aux trois principaux indices à Wall Street d'ouvrir dans le vert, mais la tendance s'est retournée au fil de la séance. Selon certains analystes, les résultats des banques pourraient pâtir d'une baisse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) l'an prochain alors qu'une adjudication de 30 ans mitigée du Trésor met actuellement les rendements obligatoires sous pression. Aux inquiétudes sur les taux s'ajoutent les tensions au Moyen-Orient alors qu'Israël poursuit ses représailles contre la bande de Gaza. Selon des sources, Israël a aussi frappé

un poste de l'armée libanaise après une incursion armée présumée. Pour le directeur général de JPMorgan, Jamie Dimon, plusieurs facteurs géopolitiques, dont la guerre en Ukraine et le conflit en Israël, pourraient maintenir l'inflation à des niveaux élevés. "Il s'agit peut-être de la période la plus dangereuse que le monde ait connue depuis des décennies", a-t-il déclaré.

Valeurs en Europe
Dans ce contexte de tensions géopolitiques, les valeurs de la défense ont été recherchées, permettant notamment au groupe français Thales de prendre 1,12% et à l'allemand Rheinmetall de gagner 0,19% malgré un repli généralisé des indices en Europe. Sartorius a plongé de 16,74% après un abaissement de ses prévisions de chiffre d'affaires et de marge ajustée pour cette année. British American Tobacco a reflué de 3,54% après une interdiction de commercialisation aux Etats-Unis de certains parfums de vaporisation de sa marque Vuse Alto.

Les indicateurs du jour
Le moral des ménages aux Etats-Unis s'est dégradé plus que prévu en octobre, montrant vendredi les résultats préliminaires de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. L'inflation en France est ressortie à 4,9% en septembre sur un an, un chiffre conforme à la première estimation de l'Insee et stable par rapport à août. Les prix à la consommation en Chine ont été stables en septembre, selon les données du Bureau national des statistiques (BNS). La production industrielle en zone euro a augmenté plus que prévu en août sur un mois, mais elle s'est nettement

contractée sur une base annuelle, selon Eurostat. **CHANGES** Le dollar progresse de 0,12% face à un panier de devises de référence après avoir grimpé jeudi de 0,80% à 106,6 points, son niveau le plus élevé en une séance depuis le 15 mars. L'euro s'affiche à 1,0507 dollar, en repli de 0,18% et la livre sterling se négocie à 1,214 dollar, en baisse de 0,27%.

Taux
Les rendements obligataires, qui ont nettement progressé jeudi après le CPI américain, reculent vendredi: le dix ans américain cédant neuf points de base, à

4,6248%, tandis que son équivalent allemand a lâché à la clôture environ cinq points, à 2,73%. Ce dernier a enregistré sur l'ensemble de la semaine sa baisse la plus forte depuis juillet, le conflit entre Israël et le Hamas entraînant notamment un repli vers les actifs sûrs, ce qui fait reculer leur rendement. La présidente de Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a en outre déclaré vendredi que l'inflation était en bonne voie pour revenir à 2%, l'objectif de l'institution de Francfort.

Wall Street en baisse sur fond d'inquiétudes géopolitiques

Le S&P 500 et le Nasdaq ont fini en baisse vendredi à la Bourse de New York : l'aversion au risque a prévalu dans le contexte du conflit au Proche-Orient, reléguant à l'arrière-plan des résultats positifs de grandes banques américaines. L'indice Dow Jones a gagné 0,12%, ou 39,15 points, à 33 670,29 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 0,50% à 4.327,78 points et le Nasdaq Composite a reculé de 166,99 points (-1,23%) à 13 407,23 points. Sur la semaine écoulée, le S&P est en hausse de 0,45%, le Dow de 0,79% et le Nasdaq efface 0,18%. Les trois grands indices de la Bourse de New York, dans le vert à l'ouverture, ont cédé du terrain après la publication de l'indice Michigan du moral des ménages, qui s'est dégradé plus que prévu en octobre. Les investisseurs avaient aussi les yeux rivés sur la situation au Proche-Orient et les risques d'escalade après les attaques du Hamas contre Israël et la réplique massive de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Porté par une envolée des cours du brut de plus de 5%, l'énergie a affiché la plus forte hausse des indices sectoriels du S&P. Les valeurs de défense et les services aux collectivités ont également été recherchées. Le marché a bien accueilli les résultats des grandes banques JPMorgan

Chase, Wells Fargo et Citigroup, dont la hausse des bénéfices trimestriels, portée par celle des taux d'intérêt, a dépassé les attentes des analystes. L'indice bancaire du S&P 500 a clôturé sur une hausse de 0,6% après avoir atteint en séance +3,4%, à un plus haut de trois semaines.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Octobre 2023					
Valeur : 16 Octobre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.1566	137.1716
1	EUR	EURO		145.5094	145.5391
1	GBP	POUND STERLING		168.8081	168.8682
100	JPY	JAPANESE YEN		91.9897	92.0059
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7935	18.7968
1	CHF	SWISS FRANC		152.2440	152.3283
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.9172	100.9580
1	DKK	DANISH KRONE		19.5419	19.5457
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5791	12.5837
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6287	12.6335
1	AED	UAE DIRHAM		37.3398	37.3469
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5644	36.5723
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.7289	443.9210
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1606	43.5944
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3858	13.3873
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.0312	28.1748
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6113	3.6117
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.3538	180.3538

JAPON

La Bourse de Tokyo plombée par l'inflation américaine

La Bourse de Tokyo était en baisse vendredi 13 octobre dans la matinée, déprimée comme Wall Street la veille par l'annonce d'une inflation plus soutenue que prévu aux États-Unis, qui a fait remonter les rendements obligataires américains. L'indice vedette Nikkei perdait 0,31% à 32.394,81 points vers 00H45 GMT et l'indice élargi Topix lâchait 0,85% à 2.322,66 points. L'indice des prix à la consommation (CPI) publié jeudi est resté stable à 3,7% sur un an aux États-Unis en septembre, alors que les analystes s'attendaient à un léger ralentissement à 3,6%. Sur un mois, l'inflation a ralenti pour la première fois depuis le mois de mai, à 0,4% contre 0,6% en août, mais là aussi plus forte

qu'attendu. «Les chiffres de l'inflation ne sont que légèrement plus élevés que les attentes mais n'ont pas réussi à rassurer les investisseurs en envoyant le signal de fin de crise dont ils avaient tant besoin», a commenté Stephen Innes dans une note de SPI Asset Management.

Uniqlo sur son trente-et-un
Le géant japonais du prêt-à-porter Fast Retailing s'envolait de 5,24%. Le propriétaire de la marque Uniqlo a livré jeudi de nouveaux résultats annuels record pour son exercice 2022/23 achevé le 31 août, grâce au dynamisme de ses activités hors Japon, et table sur une nouvelle progression de ses résultats en 2023/24. Il a aussi de nouveau relevé sa prévision de dividende pour

l'exercice écoulé, à 290 yens par action contre 280 yens précédemment, et table sur un dividende de 330 yens pour l'exercice en cours. Les cours du pétrole progressaient: vers 00H40 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,62% à 83,42 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,42% à 86,36 dollars. Sur le marché des changes, le billet vert était stable face au yen, à 149,79 yens pour un dollar vers 00H50 GMT contre 149,81 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro progressait à 157,85 yens contre 157,72 yens la veille. La monnaie européenne s'échangeait par ailleurs pour 1,0538 dollar, contre 1,0528 dollar jeudi.

RUSSIE/AU PLUS HAUT DEPUIS 2022

Les revenus du pétrole remplissent les caisses de Moscou

La Russie a exporté pour 18,8 milliards de dollars de pétrole en septembre, soit une hausse de 1,8 milliard sur un mois, a indiqué l'Agence internationale de l'énergie (AIE), jeudi. Une hausse des revenus pétroliers qui s'explique notamment par le fait que Moscou contourne les sanctions européennes en passant par l'Inde.

Alors que le ministre de l'Économie français, Bruno le Maire, assurait en mars 2022 : « Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe », cette dernière affiche des résultats en hausse. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement estime, en effet, que le PIB de la Russie augmentera de 1,5% en 2023. Mais surtout, les revenus des exportations pétrolières du pays ont grimpé en septembre pour atteindre « leur plus haut niveau depuis juillet 2022 », a indiqué jeudi 13 octobre l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport mensuel sur le marché du pétrole. Ces derniers « ont bondi de 1,8 milliard de dollars » sur un mois « pour atteindre 18,8 milliards de dollars en septembre, leur plus haut niveau depuis juillet 2022 », souligne l'institution. Les exportations totales de produits pétroliers russes ont augmenté de 460.000 barils par jour pour atteindre 7,6 millions de barils par jour. Avec 250.000 barils, le brut représente l'essentiel de la hausse. Les recettes pétrolières du gouvernement russe auront ainsi augmenté de 24% en septembre par rapport au mois précédent, pour atteindre 10,6 milliards de dollars. Elles



étaient néanmoins inférieures de 7% à leur niveau d'il y a un an, a précisé l'AIE.

La Russie contourne les sanctions européennes grâce à l'Inde. Pourtant, depuis décembre 2022, suite à l'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine en février 2022, le G7, l'Australie et l'Union européenne ont imposé un double embargo sur le pétrole brut et raffiné russe. En outre, les Vingt-Sept ont également décidé d'un plafonnement de son prix selon un mécanisme qui impose que seul le pétrole vendu à un prix égal ou inférieur à 60 dollars le baril puisse continuer à être livré sur leurs territoires.

L'objectif d'alors était de frapper la manne financière de la Russie en plafonnant ses recettes pétrolières, tout en gardant une incitation économique suffisante pour que le pays continue de vendre son pétrole à prix réduit - plutôt que de retirer ses barils du marché, afin d'éviter un sur-enchérissement des cours. C'était sans compter sur l'Inde, non membre de l'Otan et non soumise aux sanctions, qui s'est avérée être une porte dérobée pour Moscou puisque le pays dirigé par Narendra Mohdi a accepté de continuer d'acheter du pétrole russe aux prix du marché. L'Inde dépend de ces importations pour couvrir plus de 80 % de ses besoins en pétrole,

mais a rarement acheté du pétrole russe dans le passé en raison des coûts de transport élevés. Toutefois, depuis l'invasion de l'Ukraine par Moscou il y a plus d'un an, le pays est devenu le plus gros acheteur de brut russe transporté par voie maritime. En août 2023, par exemple, l'Inde a reçu du pétrole russe à un prix moyen d'environ 86 dollars le baril, contre 68,09 dollars le baril en juillet et 94 dollars en août 2022 avant l'imposition du plafond, selon les calculs de Reuters basés sur les dernières données publiées sur le site Internet du ministère indien du Commerce. Et comble de la situation, l'Inde revend ensuite le pétrole russe, qu'elle a raffiné, aux Européens, avec une plus-value. Ainsi, le prix moyen à l'exportation du brut russe a augmenté de 8 dollars par baril, pour atteindre 81,80 dollars en septembre, « bien au-dessus du prix plafonné », a relevé l'AIE. Malgré ces trous dans la raquette de sanctions, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a déclaré mercredi 11 octobre que le plafonnement des prix du pétrole russe imposé par le G7 avait fortement réduit les revenus de la Russie au cours des dix derniers mois, tout en favorisant la stabilité des marchés de l'énergie.

TENSIONS ENTRE LA CHINE ET L'UE

Pour Bruxelles, « la confiance mutuelle a été sapée »

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a mis en avant les « difficultés persistantes rencontrées par les entreprises européennes lorsqu'elles veulent accéder au marché chinois », lors d'un discours prononcé ce vendredi à Pékin. Des propos qui interviennent dans un contexte déjà tendu entre les deux partenaires commerciaux. Lorsque Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne, est arrivé en Chine jeudi 13 octobre, c'est avec la ferme intention de défendre la stratégie européenne de « réduction des risques » face à son principal partenaire commercial et de jeter les bases d'un sommet bilatéral cette année. En témoignent ses propos, ce vendredi, lors d'un discours à la prestigieuse université de Pékin, Tsinghua. « La confiance est au cœur de toute relation humaine et la confiance mutuelle a été sapée », a-t-il regretté, assurant que « nous devons nous efforcer de rétablir cette confiance. Elle ne reviendra pas par miracle ». Devant les étu-

dants de l'Université de Pékin, il a déclaré vendredi que le déséquilibre commercial entre l'UE et la Chine n'est pas seulement quantitatif, mais aussi qualitatif. « À mon avis, à notre avis, la cause est le résultat des difficultés persistantes rencontrées par les entreprises européennes lorsqu'elles veulent accéder au marché chinois », a-t-il lancé. Alors en visite en Chine le 25 septembre dernier, le vice-président de la Commission européenne Valdis Dombrovskis avait déjà dénoncé des « discriminations » dont feraient l'objet les entreprises européennes en Chine. « Cela s'est traduit par une moindre transparence, un accès inégal aux marchés publics, des discriminations sur les normes et exigences en matière de sécurité, ainsi que des exigences en matière de localisation et de transfert de données », avait-il dit. Et d'ajouter : « La nouvelle loi sur les relations étrangères et la nouvelle version de la loi anti-espionnage inquiètent grandement notre communauté d'affaires » car « leur ambiguïté

laisse trop de marge d'interprétation ». Avant de conclure que cet « environnement commercial plus politisé » inquiète les entreprises européennes. La visite de Josep Borrell, reportée à deux reprises cette année, doit durer jusqu'à samedi et permettre d'aborder des thèmes comme les relations bilatérales, les questions internationales et le commerce. Elle a commencé jeudi par un « échange enthousiasmant » à Shanghai avec des entreprises européennes « sur les défis économiques et commerciaux », avait indiqué le chef de la diplomatie européenne sur le réseau social X (ex-Twitter). « Nous devons relever ces défis, car ni nous ni la Chine ne pouvons ignorer le marché de l'autre », avait-il souligné. « La Chine se félicite de la visite du haut représentant Borrell » qui « donnera un nouvel élan aux efforts conjoints des deux parties pour relever les défis mondiaux et maintenir la paix et la stabilité dans le monde », a salué mercredi Wang Wenbin, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

EN SEPTEMBRE

La Chine a évité de justesse la déflation

L'inflation était à l'équilibre en septembre en Chine, à un niveau inférieur aux attentes. Cette situation lui permet d'éviter de justesse l'entrée dans une nouvelle période de déflation. En revanche, elle renforce les inquiétudes vis-à-vis de la croissance chinoise. De quoi faire rêver les consommateurs du monde entier, mais certainement pas les autorités de la deuxième plus grande économie du monde. En Chine, l'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation, s'est inscrit le mois dernier à 0,0% sur un an, a rapporté le Bureau national des statistiques (BNS), ce vendredi 13 octobre. En juillet, la Chine avait basculé en déflation pour la première fois depuis 2021, avec un recul des prix de -0,3% sur un an. En août, l'inflation était remontée à +0,1%.

La Chine avait aussi connu fin 2020-début 2021 une courte période de déflation, en raison alors de l'effondrement des prix du porc, la viande la plus consommée dans le pays. La précédente remonte à 2009.

Les raisons de cette inflation au point mort sont identifiées : les principaux moteurs de croissance de la Chine sont grippés et le chômage des jeunes a atteint un niveau record à plus de 20% en juin - un indicateur que le gouvernement ne souhaite désormais plus publier. La crise de l'immobilier, un secteur qui a longtemps représenté le quart du PIB du pays, et son lot de promoteurs à la situation financière précaire constitue un frein majeur à la reprise. Cette inflation à zéro en septembre « indique que la pression déflationniste en Chine reste un risque réel pour l'économie », prévient l'analyste Zhiwei Zhang, de Pinpoint Asset Management. « La reprise de la demande intérieure n'est pas forte, car il n'y a pas eu de coup de pouce significatif en matière fiscale » et la crise dans l'immobilier « continue de peser sur la demande des ménages », souligne-t-il. Ainsi, l'un des plus gros promoteurs immobiliers chinois, Country Garden, fortement endetté, a annoncé mardi qu'il pourrait ne pas être en mesure de rembourser tous ses emprunts obligataires, ce qui risque de le faire plonger en défaut de paiement. En revanche, les ventes automobiles en Chine sont restées robustes en septembre. Un total de 2,08 millions de voitures particulières ont été vendues le mois dernier, soit une hausse de 5% sur un an, a indiqué la Fédération chinoise des constructeurs de voitures individuelles (CPCA). Avec 563.000 véhicules entièrement électriques écoulés en septembre, les ventes pour ce type de modèles affichent toujours une forte progression sur l'immense marché chinois (+11,2% sur un an).

RANGE ROVER SPORT
SV (2024)Il s'entraîne sur
le Nürburgring

Alors que la dernière génération du Range Rover Sport SV a récemment été lancée sur le marché, une version plus turbulente est en préparation, notamment sur le Nürburgring. La preuve avec nos images exclusives. Il ne s'appellera plus SVR. Mais simplement SV. Pourtant il s'agit bien de la même version. C'est à dire la plus sportive de la gamme « Range Rover Sport ». En fait, la firme britannique nous l'a déjà présenté visuellement. Et on sait ce qu'il a sous le capot. Mais personne n'a encore pu le voir rouler. Ni l'essayer. Mais cela ne serait tarder puisque le Range Rover Sport SV est en train de se dégourdir les pneus sur le Nurburgring. Rappelons que le célèbre circuit allemand est un excellent test pour tous les constructeurs qui cherchent à mettre au point leur véhicules. À la fois rapide et technique, vallonné, étroit... bref, le « Green Hell » est l'endroit adéquat pour mettre au point les nouveaux modèles au tempérament sportif. Ou pas d'ailleurs !

UN SUV SUR LE RING !

Mais lorsque l'on voit un SUV sur la Nordschleife, qui plus est, à l'attaque dans tous les virages, cela impressionne. Et on regarde à deux fois ! Mais il faut bien cela pour mettre au point le plus puissant de tous les Range Rover de l'histoire. Parce que oui, même s'il a perdu le « R » de son nom, ce Range Rover reste le plus énervé de toute la gamme. Évidemment, lors de cette virée au Nurburgring, c'est un SUV encore camouflé que nous avons aperçu. Néanmoins, nous pouvons d'ores et déjà apercevoir ses lignes sportives et son diffuseur spécifique. Celui-ci est muni de quatre sorties d'échappement bien sonores. À chaque accélération, la sonorité est rocailleuse et agréable à écouter. Certes, elle est moins enivrante que celle du V8 Supercharged de l'ancienne génération. Mais cela fait le job !

Quelles voitures neuves sont les plus chères au monde en 2023 ?

Découvrez en images les voitures neuves les plus chères du monde en 2023. Sans grande surprise, on y retrouve quelques noms ronflants comme Rolls-Royce, Bugatti ou Pagani ! Les voitures sont bien plus qu'un simple moyen de transport.

Elles sont souvent le reflet ultime de l'ingénierie, du design... Mais aussi un signe extérieur de richesse. Au sommet de la pyramide, on retrouve donc les modèles les plus chers du monde.

Voitures de luxe, symboles de performance et d'exclusivité

Certaines sont même des œuvres d'art roulantes qui repoussent les limites de la performance et de l'exclusivité. En résumé, ces bijoux mécaniques sont bien plus que de simples objets roulants. Ce sont des symboles de statut. Mais également des prouesses technologiques et des objets que convoient beaucoup de passionnés, connaisseurs et collectionneurs fortunés.

Sans parler qu'elles vont toutes (ou presque) laisser une empreinte indélébile dans l'histoire de l'industrie automobile. Soyez prêts, car le prix n'est qu'un chiffre et l'exclusivité n'a pas de limite.

Notez que ce classement (visible dans le diaporama ci-dessus et dans le listing ci-dessous) est à la fois non-exhaustif et ne concerne que des véhicules neufs avec leur valeur, officielle ou présumée, datant de leur présentation. Ne sont donc pas considérées les voitures anciennes les plus chères ou encore ces modèles vendus à prix d'or aux enchères. À l'exception de la Bugatti Chiron Profilée, uniquement conçue dans le cadre d'une levée de fonds. Voici ci-dessous quelques unes de ces modèles d'exception figurant au classement des voitures les plus chères au monde en 2023 (listing complet en bas d'article).

Aspark Owl : 2,9 millions d'euros

L'Aspark Owl est une hypercar électrique japonaise qui a fait son apparition en 2017. Elle est produite par la société japonaise Aspark Co., basée à Osaka. En quelques mots, avec 985 chevaux, elle avale le 0 à 100 km/h en seulement 1,7 seconde et peut atteindre la vitesse de 400 km/h. En tout cas sur papier.

Aston martin valkyrie : 3,4 millions d'euros

L'Aston Martin Valkyrie est une hypercar haute performance qui a été développée en collaboration avec Red Bull Racing. Elle est propulsée par un V12 atmo de 6,5 litres développé par Cosworth, qui produit plus de 1 000 chevaux. Elle sera limitée à 150 exemplaires. Une version de course participera aux 24 Heures du Mans dès 2025 !

Koenigsegg CCXR Trevita : 4,2 millions d'euros

La Koenigsegg CCXR Trevita est une voiture de sport hyper-exclusive produite par le constructeur automobile suédois. En bref, la CCXR Trevita est équipée d'un moteur V8 bi-turbo de 4,8 litres qui développe une puissance de 1 018 chevaux.

BUGATTI CHIRON SUPER



SPORT 300+ : 4,9 MILLIONS D'EUROS

En résumé, la Bugatti Chiron Super Sport 300+ est une version spéciale et ultra performante de la Chiron. Elle a été développée pour battre le record des vitesses. Ce qu'elle a fait, mais pas officiellement, en 2019...

BUGATTI DIVO : 5 MILLIONS D'EUROS

Basée sur la Bugatti Chiron, la Divo a été optimisée pour offrir une agilité et une maniabilité accrues. Elle est équipée du même moteur que la Chiron, le W16 quadri-turbo de 8,0 litres de 1 500 ch. Seuls 40 exemplaires ont été produits.

MERCEDES-MAYBACH EXELERO : 7 MILLIONS D'EUROS

L'Exelero arbore un design audacieux et avant-gardiste, avec une carrosserie en forme de coupé à deux portes. Toutefois, sous le capot, la Exelero est équipée d'un V12 bi-turbo de 5,9 litres développé par Mercedes-Benz. Il développe quelques 690 chevaux. Il n'y a qu'un seul exemplaire !

LAMBORGHINI VENEDO : 7,3 MILLIONS D'EUROS

La Veneno est une supercar très exclusive et radicale produite par le constructeur italien Lamborghini pour célébrer son 50e anniversaire en 2013. Sous le capot, elle est propulsée par un moteur V12 atmosphérique de 6,5 litres développant 740 chevaux. En outre, elle annonce un 0 à 100 km/h en seulement 2,8 secondes.

BUGATTI CENTODIECI : 8 MILLIONS D'EUROS

Le nom « Centodieci » signifie « 110 » en italien, faisant référence à l'anniversaire de Bugatti. Sous le capot de la Centodieci, on retrouve ainsi le W16 quadri-turbo de 8,0 litres de 1600 chevaux. Seulement 10

exemplaires ont été construits.

ROLLS-ROYCE SWEPTAIL : 11,6 MILLIONS D'EUROS

La Rolls-Royce Sweptail est l'une des créations les plus exclusives de Rolls-Royce, fabriquée pour un client avec plusieurs fonctionnalités spécifiques : une horloge en or incrustée dans le tableau de bord, un compartiment à bouteilles de champagne, une mallette à chapeau, etc.

PAGANI ZONDA HP BARCHETTA : 15,7 MILLIONS D'EUROS

La Zonda HP Barchetta arbore un design spécifique, avec un pare-brise coupé, un arceau de sécurité à l'arrière, une carrosserie en fibres de carbone. Elle est propulsée par un moteur V12 atmosphérique de 7,3 litres développant environ 800 chevaux. En fin de compte, c'est une presque une voiture de course.

BUGATTI LA VOITURE NOIRE : 15,9 MILLIONS D'EUROS

La Voiture Noire affiche un design spécifique, différent de toutes les autres créations de la firme alsacienne. Et pour cause, c'est un modèle unique. Elle cache aussi le W16 quadri-turbo de 8,0 litres qui développe 1500 chevaux sous son capot.

ROLLS-ROYCE BOAT TAIL : 23 MILLIONS D'EUROS

Dévoilée en mai 2021, la Boat Tail est un chef-d'œuvre de l'artisanat automobile. Elle veut incarner l'excellence. La Boat Tail est propulsée par un moteur V12 de 6,75 litres. Elle a été conçue pour un seul et unique client encore inconnu...

ROLLS-ROYCE LA ROSE NOIRE DROP TAIL : 25 MILLIONS D'EUROS

C'est donc elle, LA voiture la plus chère du monde ! Elle aussi a été construite pour un seul et unique client. De nombreux équipements

spécifiques ont été installés et conçus sur-mesure pour ce riche amateur de la firme britannique.

LES VOITURES NEUVES LES PLUS CHÈRES DU MONDE EN 2023

Hennessey Venom F5 : 2,8 millions d'euros
Koenigsegg Jesko : 2,8 millions d'euros
Aspark Owl : 2,9 millions d'euros
Koenigsegg CC850 : 3,3 millions d'euros
Bugatti Chiron Pur Sport : 3,3 millions d'euros
Aston Martin Valkyrie : 3,4 millions d'euros
Lamborghini Sian : 3,4 millions d'euros
McLaren Solus GT : 3,7 millions d'euros
Pagani Huayra Roadster BC : 3,7 millions d'euros
Bugatti Bolide : 4 millions d'euros
Koenigsegg CCXR Trevita : 4,4 millions d'euros
Bugatti Chiron Super Sport 300+ : 4,9 millions d'euros
Bugatti W16 Mistral : 5 millions d'euros
Bugatti Divo : 5 millions d'euros
Pagani Imola : 5,4 millions d'euros
Pagani Huayra Codalunga : 6,8 millions d'euros
Mercedes-Maybach Exelero : 7 millions d'euros
Lamborghini Venedo : 7,3 millions d'euros
Bugatti Centodieci : 8 millions d'euros
Bugatti Chiron Profilée : 9,8 millions d'euros *
Rolls-Royce Sweptail : 11,6 millions d'euros
Pagani Zonda HP Barchetta : 15,7 millions d'euros
Bugatti La Voiture Noire : 15,9 millions d'euros
Rolls-Royce Boat Tail : 23 millions d'euros **
Rolls-Royce Rose Noire Droptail : 25 millions d'euros**

CHATGPT, BARD

Une start-up a trouvé comment lutter contre les « hallucinations » de l'IA

ChatGPT, Claude, Google Bard et les autres IA ont tendance à raconter n'importe quoi. Pour éviter qu'un chatbot ne propage de fausses informations, une start-up norvégienne a imaginé plusieurs techniques d'atténuation.

Toutes les IA, de ChatGPT à Claude en passant par Google Bard, sont susceptibles de générer des réponses erronées, très éloignées de la réalité. Parfois, un modèle linguistique va énoncer des faits inexacts, voire carrément absurdes, pour répondre à la question de son interlocuteur. Ces réponses sont pourtant présentées par l'intelligence artificielle comme des faits avérés. Les chercheurs ont baptisé ce phénomène les « hallucinations » de l'IA.

Les dangers d'une hallucination de l'IA

In fine, un chatbot propulsé par un modèle de langage est susceptible de propager de fausses informations à l'insu des utilisateurs. Les exemples ne manquent pas. Dans plusieurs livres rédigés par l'IA, disponibles sur Amazon, on trouve des conseils dan-



gereux... ou mortels. Par ailleurs, un chatbot animé par le modèle GPT s'est mis à imaginer des recettes culinaires immangeables et toxiques. Le robot conversationnel, proposé par un supermarché néozélandais, conseillait en effet aux internautes de cuisiner avec de l'eau de javel, de la colle forte ou de la térébenthine.

Ces hallucinations représen-

tent un frein pour les chercheurs et les développeurs. Si l'IA peut occasionnellement raconter n'importe quoi, il est épineux de lui confier des tâches critiques ou de s'en servir dans certains domaines, comme la médecine.

Les techniques pour réduire les hallucinations

Conscients de ce problème de

taille, les chercheurs en IA travaillent actuellement d'arrachepied pour trouver une solution. Comme le rapportent nos confrères de The Next Web, Iris.ai, une start-up norvégienne, a peut-être trouvé un début de solution.

Basée à Oslo, l'entreprise a mis au point un moteur, animé par l'IA, qui va consulter une montagne de données avant de les résumer, les analyser et les « comprendre ». Financé par l'Union européenne, le projet s'appuie sur un « algorithme de réseau neuronal » pour automatiser « le processus de découverte de documents scientifiques pertinents et de création de nouvelles hypothèses ». Selon la startup, le moteur peut faire « gagner jusqu'à 90 % de temps du processus de recherche ». Mais, comme tous les autres outils basés sur l'IA, l'IA risque parfois d'halluciner.

Le prochain iPad mini corrigerait en partie son problème de scrolling mou

La prochaine révision de l'iPad mini devrait résoudre un problème qu'il est impossible d'ignorer après l'avoir vu une première fois : le « jelly scrolling », autrement dit cet effet d'escalier quand on scrolle sur l'écran.

L'iPad mini 6e génération lancé en 2021 reste encore aujourd'hui un très bon produit grâce à son design inspiré des iPad Air et Pro, sa puce A15 et son écran plus grand de 8,3 pouces, le tout sans sacrifier la compacité qui séduit les utilisateurs de la petite tablette.

Un assemblage différent pour l'écran

Mais certains propriétaires de ce modèle ne peuvent pas ignorer le « jelly scrolling », une affliction qui touche l'écran LCD de l'appa-

reil. Lorsqu'on scrolle avec la tablette utilisée en position portrait (à la verticale), il peut arriver que le texte ou les images d'un côté de l'écran soit en décalage par rapport à l'autre côté, créant une sorte de « scrolling mou » ou effet d'escalier difficile à ignorer une fois qu'on l'a remarqué.

Ce décalage dans le rafraîchissement de l'image est un phénomène « normal », avait assuré Apple à l'époque : les écrans LCD rafraîchissent leur contenu ligne par ligne, il peut y avoir un léger délai dans leur actualisation... Ce problème d'affichage inhérent à la technologie LCD touche beaucoup moins les plus grands iPad, cependant. D'après une rumeur crédible, Apple pourrait résoudre le souci... du moins en partie. Sur Weibo, le compte @InstantDigital assure que

le constructeur a revu la fabrication de la tablette : Apple aurait fait pivoter l'assemblage de l'écran de l'iPad mini 7e génération par rapport à la génération actuelle. Cela veut dire que le « jelly scrolling » devrait disparaître lors de l'utilisation de l'iPad en position portrait — en revanche, cet effet désagréable pourrait bien apparaître à l'horizontale, en position paysage.

Cette nouvelle version de l'iPad mini, qui pourrait apparaître dans le courant du mois, bénéficierait d'une puce A16 plus puissante, tandis qu'Apple aurait aussi en tête de proposer une révision de l'Apple Pencil 1. Le stylet troquerait son connecteur Lightning par un USB-C !

C'EST OFFICIEL

Activision appartient maintenant à Microsoft

Microsoft a finalement mis la main sur Activision ! Après un parcours du combattant de 20 mois, l'éditeur de Windows et créateur de Xbox s'offre Call of Duty, Diablo, World of Warcraft ou encore Candy Crush pour près de 69 milliards de dollars.

C'est la plus importante acquisition de l'histoire de Microsoft. Pour 68,7 milliards de dollars, l'entreprise absorbe finalement le groupe Activision Blizzard King dont les productions vont irriguer la plateforme Xbox dans les mois et les années à venir, aux côtés des jeux de Bethesda et des autres studios « first party » de Microsoft.

Fin de partie pour les régulateurs

Le renfort d'Activision a de quoi sérieusement muscler le catalogue Xbox et le Game Pass, mais pour en arriver là Microsoft a dû batailler comme un beau diable car l'opération n'allait pas de soi pour les régulateurs. L'Union européenne a donné son feu vert après les compromis proposés par l'entreprise, notamment les accords avec des concurrents, pour le portage de Call

of Duty sur d'autres plateformes (Nintendo) ou encore le cloud gaming. Aux États-Unis, il a fallu un procès contre la FTC, l'agence en charge de la concurrence, pour aller de l'avant. Le Royaume-Uni a été un gros casse-tête : la CMA a posé son veto en avril, avant de revenir sur sa position ce matin, après que Microsoft a cédé les droits du streaming de jeux à Ubisoft pour 15 ans.

Mais désormais l'affaire est dans le sac, comme le confirme le document envoyé par Microsoft à la SEC, le gendarme américain de la Bourse.

Du point de vue de la concurrence, l'avenir dira si cette transaction a été une bonne nouvelle ou pas. En revanche, les joueurs attachés aux plateformes Xbox et Windows devraient voir rapidement les premiers fruits de l'opération : « Aujourd'hui, nous commençons le travail pour intégrer les franchises d'Activision, de Blizzard et de King au Game Pass », écrit Phil Spencer, le patron de la division Xbox. Le service de jeux sur abonnement devrait proposer sous peu quelques uns des grands succès de ces studios.

Pourquoi les iPhone pourraient avoir une meilleure autonomie en 2025

Bonne nouvelle pour les amateurs d'iPhone ! Dès 2025, les smartphones haut de gamme d'Apple pourront bénéficier d'une meilleure autonomie que leurs prédécesseurs. En effet, le constructeur californien devrait apporter des changements majeurs à l'organisation interne de ses iPhone. On fait le point sur les changements qui se préparent en coulisses. D'après l'analyste Ming-Chi Kuo, Apple a l'intention d'utiliser la technologie RCC (Resin Coated Copper) sur les iPhone 17, dont la sortie n'est pas attendue avant 2025. Ce procédé, qui consiste à appliquer une couche de résine protectrice sur du cuivre, servira à fabriquer les circuits imprimés de l'iPhone. Grâce à la résine, le constructeur sera en mesure de préserver les propriétés électriques du cuivre tout en le protégeant des dommages liés à l'oxydation. Apple ferait donc une croix sur la fibre de verre, qui recouvre actuellement les circuits imprimés de ses smartphones. Notez que la résine offre une meilleure conductivité électrique que la fibre de verre et une protection plus complète à la corrosion.

Un gain de place à l'intérieur des iPhone

Comme le souligne l'analyste spécialisé, l'utilisation du RCC va surtout permettre à Apple de gagner de la place sous l'écran de l'iPhone. En effet, la résine se veut bien plus compacte que la fibre de verre. Avec le RCC, le constructeur va pouvoir réduire l'épaisseur de la carte mère, optimisant ainsi l'espace interne au sein de l'iPhone. La carte mère se trouve au cœur de l'iPhone. Elle est soudée à tous les composants importants, dont la mémoire interne, le processeur, l'appareil photo ou encore la puce réseau. En théorie, Apple pourra exploiter cet espace supplémentaire pour intégrer des batteries plus imposantes dans ses iPhone. Alimentés par des batteries plus grosses, les smartphones pourraient disposer d'une meilleure autonomie. Au fil des ans, l'entreprise a d'ailleurs progressivement accru la taille des accumulateurs au sein de ses téléphones. Il ne serait donc pas surprenant qu'Apple en profite. Évidemment, des éléments comme l'écran tactile, le SoC et le système d'exploitation joueront également un rôle non négligeable dans l'endurance des appareils.

Exacti- tude		Intérêts excessifs		Équipée		Compter		Fleuve d'Italie		Remua		Crus	
Écoles de théâtre		Intense		Esquivée		Voiture		Cheville		Mer bretonne		D'une mer	
Histoire courte									Grosse colère				
Stalle									Pronom				
						Maladies							
						Ville du Vaucluse							
Support de plateau								60 en France					Silences
Sans mélange								Carte maîtresse					
			Déplo- ra- blement		Agréable								
					Fraction								
Parties de turbine									Circons- tance importante		Sodium en symbole		
Risque											Ouverte		
				Canton suisse		Faire de mauvais vers		Vieilles habitudes		Bouche cornée			
										Gagneur			
Cumul de terre		Changer					On l'a à l'oeil					Négation	
		Chien d'enfant					Affluent de l'Ebre						
Culte du travesti								Sans effet			Suit le docteur		
											Fromage de Hollande		
Vent du Languedoc	Autre do			Café soluble	Mis bas							Ceinture japonaise	Normand
	Boîte à cendres												
					Désinence verbale			Région viticole					
								Papillon					
Vêtement					Pousse					Ville du Nigeria			
										Crochet à bavette			
Sans intérêt					Lève		Affaibli- sement						
Guide la mine							Sauce provençale						
		Éventuels									Arme à bander	Ville d'Espagne	
Plus- values	Très longue période	Hôtel de ville							Pur				
		À recenser											
						Problème			Alla sans but				
									Roule sur le tapis				
Brides						Billet pour l'au-delà				Compositeur russe			
Carapace													
				Espionnées							Lettres pieuses		

Hausse de 7,4 % de la consommation de gaz naturel

La consommation de gaz naturel de la Chine a augmenté de 7,4% en glissement annuel au cours des huit premiers mois de 2023, dans le cadre des efforts déployés pour parvenir à un développement vert, selon des données officielles publiées samedi. De janvier à août, la consommation de gaz naturel s'est élevée à 259,81 milliards de mètres cubes, d'après la Commission nationale du développement et de la réforme. Sur le seul mois d'août, la consommation de gaz naturel a augmenté de 11,1% en glissement annuel pour atteindre 32,68 milliards de mètres cubes, détaille la même source.



SANTÉ

Début ce dimanche de la campagne de vaccination infantile

La campagne de vaccination infantile selon le nouveau calendrier national débutera dimanche, a annoncé le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Dr. Djamel Fourar. Dans une déclaration à l'APS, le responsable a précisé que la campagne de vaccination infantile débutera dimanche selon le nouveau calendrier national, soulignant que "le ministère a ajusté le programme élargi de vaccination infantile en tenant compte de la situation épidémiologique et des développements enregistrés" pour contribuer de manière significative à la lutte contre la mortalité infantile. Dans le cadre de ce nouveau calendrier, les enfants recevront un vaccin combinant six (6) antigènes en une (1) seule injection administrée à 2 mois, 4 mois et 12 mois, au lieu des trois (3) injections prévues dans l'ancien calendrier, a-t-il indiqué, expliquant que "lorsqu'il y avait trois (3) injections, on faisait deux et on reportait la troisième à une date ultérieure, mais les parents ne ramenaient pas leur enfant pour la troisième injection". Dans le nouveau calendrier, la dose de vaccin contre la rougeole administrée à 3 mois a été réduite, puisque le nouveau calendrier prévoit une vaccination complète à 2 mois, 4 mois et 12 mois, a ajouté Dr Fourar. L'enfant recevra également d'autres vaccins contre la rougeole, les oreillons et la rubéole à 11 mois et 18 mois comme initialement prévu dans le précédent calendrier.

AGRICULTURE

La Russie prête à exporter de grandes quantités de céréales

Le président russe Vladimir Poutine a assuré vendredi que la Russie conservait un "potentiel très élevé" d'exportations de céréales. "L'année dernière, comme vous le savez, nous avons eu une récolte record et historique de 158 millions de tonnes. Cette année, elle sera aussi très grande, avec déjà plus de 130 millions", a-t-il déclaré. "La Russie va probablement garder sa place de premier exportateur mondial de blé. Nos exportations de céréales, comme l'année dernière, dépasseront les 50/60 millions de tonnes", a dit le président russe. M. Poutine s'exprimait à Bichkek, au Kirghizstan, lors d'un sommet réunissant plusieurs dirigeants de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), une alliance d'ex-républiques soviétiques. "Nos amis et collègues dans le cadre de la CEI ont des besoins (en céréales russes, NDLR), tout cela sera satisfait", a-t-il affirmé. Début septembre, M. Poutine avait annoncé que la Russie allait livrer "dans les prochaines semaines" des céréales gratuites à six pays africains, sans les nommer.

RÉUNION MINISTÉRIELLE DES PAYS AFRICAINS-PAYS NORDIQUES

L'Algérie abritera la 20^e session

L'Algérie abritera, du 16 au 18 octobre, les travaux de la 20^e session de la Réunion des ministres des Affaires étrangères des pays africains-pays nordiques, sous le thème « Afrique-pays nordiques : renforcement du dialogue sur la base des valeurs communes ». Cette réunion, qui se tient pour la première fois en Algérie, depuis son lancement en 2001 à l'initiative de feu Anna Lindh, ancienne ministre suédoise des Affaires étrangères, verra une participation « record » par rapport aux précédentes sessions, puisque une vingtaine de ministres des Affaires étrangères, des vice-ministres, de hauts responsables gouvernementaux des deux groupes et les dirigeants de plusieurs instances de l'Union africaine (UA) y sont attendus. Une trentaine de pays participeront à cette session, dont les cinq pays nordiques (Suède, Danemark, Norvège, Finlande et Islande) et un grand nombre de pays africains représentant les différentes régions du continent. Cette réunion vise à renforcer le dialogue et la concertation entre les pays africains et leurs homologues nordiques sur nombre de questions importantes liées à la paix et à la sécurité internationales, au développement durable et au partenariat économique. Elle a également pour objectif de promouvoir la coopération entre les pays africains et les pays nordiques au ni-

veau des instances internationales, notamment à l'ONU, en vue de contribuer à la consolidation du multilatéralisme et de trouver les moyens qui permettent de relever les défis que posent le changement climatique, l'accroissement du phénomène migratoire et le terrorisme transfrontalier. Elle vise également à examiner les voies possibles pour promouvoir la coopération économique et commerciale et activer les opportunités offertes pour élargir le partenariat et l'investissement dans les deux sens. A cet égard, il est attendu des pays du nord de l'Europe de jouer leur rôle de soutien aux pays africains pour les aider à reconstruire leurs systèmes économiques et les adapter aux mutations technologiques. Cette réunion se tient dans un contexte international et régional délicat, imprégné par une vague de crises et de tensions qui secouent les pays et les affaiblissent, notamment en Afrique, et précisément dans le voisinage proche de l'Algérie, au Sahel, entraînant la propagation de la pauvreté, de la famine et de la précarité, et par conséquent, la perte de l'espoir pour beaucoup de personnes qui seront une proie facile pour le fléau du terrorisme et les groupes criminels organisés. Pour cela, cette réunion prévoit des consultations sur tout ce qui se passe et sur les défis imposés par ces phénomènes négatifs qui nécessitent la

conjugaison des efforts de tout un chacun, d'autant que les pays du nord de l'Europe constituent « un acteur international agissant » en matière de fourniture d'aides humanitaires à l'Afrique. Le programme de cette session, dont on attend une « réussite à tous les égards », comprend de nombreuses activités, dont trois conférences. La première abordera le thème de la paix, de la sécurité, et de la promotion du dialogue pour résoudre les conflits, alors que la deuxième sera consacrée au partenariat économique entre l'Afrique et les pays du Nord de l'Europe. La troisième portera sur le renforcement de la coopération multilatérale entre les deux groupes au sein des organisations internationales, en tête desquelles les Nations Unies (ONU). Compte tenu de l'importance croissante de la place de la jeunesse dans la gestion des questions du monde contemporain, une session sera consacrée à la jeunesse, traitant de l'éducation en Afrique, avec la participation de jeunes Africains et de leurs homologues des pays du Nord de l'Europe. Cette session sera animée par M. Mohamed Belhocine, Commissaire à l'Education, aux Sciences, aux technologies et à l'Innovation à l'Union africaine (UA). La session comprendra un débat interactif entre ces jeunes et les ministres des Affaires étrangères des pays participants.

HYDROGÈNE VERT PAR CANALISATION

Lancement prochain d'un appel d'offre inédit au Portugal

Le Portugal lancera dans les prochaines semaines un appel d'offre inédit pour les droits de vente d'hydrogène vert destiné à être injecté dans le réseau gazier national, avec des aides de l'Etat en cours de discussion avec la Commission européenne, a annoncé le secrétaire à l'Energie portugaise, Ana Fontoura. "L'appel d'offre de l'hydrogène vert et du biométhane sera lancé dans les prochaines semaines. Nous traitons des questions

d'aides d'Etat avec la Commission européenne", a expliqué Mme Fontoura, secrétaire à l'énergie au ministère de l'Environnement, lors d'une conférence. Elle n'a pas précisé le montant de l'aide que le gouvernement avait l'intention de fournir. Selon les termes de l'appel d'offre, le groupe énergétique Galp s'engagera à acheter de l'hydrogène vert mélangé au gaz naturel aux producteurs et à le revendre pour répondre à la demande, un système

conçu pour stimuler l'investissement dans la production en offrant aux fournisseurs un acheteur garanti. Cela éliminerait la nécessité de dizaines de contrats bilatéraux entre les fournisseurs et les consommateurs, selon les analystes. Le Portugal ambitionne de devenir un important producteur et exportateur d'hydrogène vert produit par un processus d'électrolyse utilisant des énergies renouvelables.

MONNAIES

Le dollar patine, dans l'incertitude d'une hausse de taux de la Fed

Le dollar oscillait face aux devises européenne et britannique vendredi, tiraillé par l'incertitude des investisseurs sur l'issue de la prochaine décision de la Réserve fédérale (Fed) sur les taux. Le billet vert hésitait: l'euro perdait 0,01% à 1,0526 dollar, tandis que la livre prenait 0,10% à 1,2188 dollar.

Face à un panier de grandes monnaies, le Dollar Index affichait un recul de 0,08% à 106,512 points. Le billet vert était pris entre les perspectives d'une hausse des taux de la Réserve fédérale (Fed) pour contrer l'inflation résiliente, ou celles d'une pause de la banque centrale face à l'envolée des taux obligataires. De son côté, la livre bénéficiait face

au billet vert des déclarations du gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) vendredi. Andrew Bailey a estimé qu'une politique monétaire "restrictive" et des taux d'intérêt élevés restent nécessaires au Royaume-Uni pour ramener l'inflation à la cible de l'institut monétaire britannique.